



La compil' du Diplomweb

Actualité internationale 2014

Actualité internationale 2014

Dans un monde d'information continue où les nouvelles s'empilent, la rubrique *Actualité internationale* sur *Diploweb.com* vous propose chaque mois de décrypter le monde dans lequel nous vivons à travers le prisme de la géopolitique.

Une sélection d'informations les plus marquantes pour bien saisir les grandes lignes du début du XXIème siècle, un travail issu de celui réalisé avec les étudiants préparatoires d'ECS qui met en perspective les derniers événements non encore analysés dans les manuels. Un véritable bonus pour les concours !

Ce volume *Actualité internationale* rassemble les synthèses de février à décembre 2014.

Les références de cet ouvrage sont : Axelle Degans, *Actualité internationale 2014*, éd. Diploweb.com, 2015. ISBN : 979-10-92676-03-7

Bonne lecture ! Axelle Degans

Sommaire

| | |
|---|----|
| Actualité internationale 2014 | ii |
| 2/2014 Actualité internationale | 1 |
| 3/2014 Actualité internationale | 6 |
| 4/2014 Actualité internationale | 12 |
| 5/2014 Actualité internationale | 19 |
| 6/2014 Actualité internationale | 26 |
| 7 et 8/14 Actualité internationale | 32 |
| 9/2014 Actualité internationale | 37 |
| 10/2014 Actualité internationale | 43 |
| 11/2014 Actualité internationale | 50 |
| 12/2014 Actualité internationale | 55 |

2/2014 Actualité internationale

Fiche synthèse actualité internationale février 2014

samedi 1er mars 2014, par [Axelle DEGANS](#)

L'auteur :

Agrégée d'histoire, co-auteure de *Les grandes questions internationales*, éd. Studyrama 2013 et auteure du livre *Les pays émergents : de nouveaux acteurs*, Ed. Ellipses, collection CQFD, 2011. Professeure d'histoire, de géographie et de géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales au Lycée Dessaignes (Blois).

Synthèse de l'actualité internationale de février 2014 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou préparent un concours. Le *Diploweb* se tiendra à leur côté durant les prochains mois. Pour ne rien manquer, le mieux est de s'abonner à notre compte twitter.com/diploweb.

2014, année de tous les dangers pour les pays émergents ?

Le changement de politique monétaire menée par la Fed menace la stabilité des pays émergents qui voient un reflux des IDE investis sur leurs sols et la chute de leur monnaie (peso argentin, rouble russe, rand sud-africain, bath thaïlandais ou livre turque). Il est même envisageable que le cycle favorable pour les matières premières prenne fin du fait du ralentissement de la croissance chez les émergents. Les craquements sont déjà bien visibles depuis 2013, ainsi le Brésil du « miracle » est aussi celui d'insurrections urbaines en juin 2013 après l'annonce de l'augmentation des prix des transports en communs. Depuis le début de l'année, les autorités s'inquiètent des bandes de jeunes qui, venues des favelas, envahissent les centres commerciaux et effrayent les clients comme les commerçants. Alors que le Brésil prépare une des grands happenings sportifs mondiaux en accueillant la coupe du Monde football cet été, il reste un pays où les inégalités sociales sont parmi les plus vives de la planète, un pays où l'iphone 5S se vend plus cher qu'aux Etats-Unis et se vend néanmoins très bien... En Argentine, la chute du peso fait resurgir le danger de l'hyperinflation.

En Turquie, le premier ministre Erdogan exerce un pouvoir de plus en plus

autoritaire, encadrant plus étroitement la justice comme Internet.

En Thaïlande l'Etat d'urgence a été proclamé à Bangkok par le premier ministre Yingluck Shinawatra pour affaiblir le mouvement des opposants qui ont refusé de participer aux élections législatives anticipées du 2 février, dénonçant la corruption du système Taksin. La commission anticorruption annonce qu'elle va inculper le premier ministre en place. La Thaïlande, deuxième économie de l'Asie du Sud-Est, est aujourd'hui malade de la corruption qui la gangrène et de la faillite de sa classe politique. Le tout met en péril la croissance du pays.

La situation reste très tendue en Centrafrique et au Sud-Soudan

La Centrafrique, ce pays déchiré, en vacance de pouvoir, vient d'élire une présidente, madame Catherine Samba Panza maire de Bangui, pour essayer de ramener le calme dans le pays. L'ONU s'inquiète de la gravité de la situation dans ce pays et propose à une future force européenne de soutenir l'action française -Sangaris- et africaine. La Séléka a été chassée du pouvoir, et les milices chrétiennes anti-balaka font à leur tour régner la violence.

La guerre civile déchire aussi le Sud-Soudan depuis la fin 2013, provoquant un renforcement des forces onusiennes - la mission Minuss - pour mettre fin au conflit opposant les peuples représentés par le président d'une part et d'autre part l'ancien premier ministre.

Une conférence de paix sur la Syrie pour rien...et un mirage de paix en Egypte

Une conférence de paix sur la Syrie s'est tenue à Genève mais le pouvoir syrien et l'opposition sont sur des positions qui semblent irréconciliables alors que la guerre a déjà fait plus de 130 000 morts. Le chef de l'opposition, Ahmed Djarba a accusé Bachar el-Assad de crimes dignes des nazis, quand le ministre des affaires étrangères a qualifié l'opposition de « traître », et a demandé aux pays occidentaux de ne plus soutenir des « terroristes ». Des armistices ont néanmoins été signés dans les localités autour de Damas entre l'armée de Bachar el-Assad et les rebelles.

Le troisième anniversaire de la révolution de la place Tahrir s'est tragiquement déroulé avec la mort de près de 50 personnes. L'armée porte son choix -sans surprise- sur Abdel Fattah Al Sissi pour les prochaines élections présidentielles. La fin du printemps arabe en Egypte ?

Un processus de normalisation qui se poursuit en Iran ?

Une délégation du Medef a été reçue à Téhéran par Mohammed Nahavandian, directeur du cabinet d'Hassan Rohani, pour essayer de tisser de nouvelles relations commerciales. Si les autorités iraniennes montrent leur satisfaction à l'issue de cette initiative, il n'en est pas de même de Washington qui estime que l'Iran n'est pas encore ouvert aux affaires. Néanmoins, Rohani s'est déclaré prêt à un accord global sur le dossier du nucléaire pour desserrer le carcan de mesures de rétorsions économiques qui pèse sur le pays.

Un renouveau italien ?

Matteo Renzi -qui a des allures de Silvio Berlusconi...jeune- est le nouveau leader de la gauche italienne. Il prend les rênes de son pays en voulant briser les tabous qui entravent son pays et le paralysent politiquement. Le maire de Florence, fervent catholique, remplace ainsi Enrico Letta et son gouvernement est annoncé comme n'étant pas un simple gouvernement de transition. Le nouveau premier ministre doit d'ores et déjà faire face à une situation délicate, en particulier sur le front de l'économie.

Un Airbus de l'énergie en Europe ?

Cette proposition de François Hollande pour une grande coopération franco-allemande dans le domaine de la transition énergétique n'a pas suscité l'enthousiasme espéré outre-Rhin. L'idée serait d'une mise en commun dans la recherche-développement, notamment dans les domaines des réseaux et du stockage de l'énergie.

Le contexte est pourtant préoccupant dans le domaine de l'énergie en Europe, où l'Union européenne se signale par son incapacité à définir et promouvoir une politique européenne. On assiste un peu partout à la relance du charbon - qui génère davantage de GES - aux subventions des énergies renouvelables qui viennent concurrencer des énergies comme le gaz naturel pour lequel les investissements diminuent et donc mettent en péril à moyen terme la pérennité.

Peugeot sauvé par le chinois Dongfeng... et l'Etat français ?

Le constructeur français PSA, qui inclut les marques françaises de Peugeot et Citroën, est en grande difficulté. Son manque de rentabilité - 5 milliards de perte en 2012 - serait lié à sa taille trop modeste, à son marché trop européen (or celui-ci est en berne) et à ses coûts de production élevés car l'essentiel des sites industriels est en Europe, et beaucoup en France. Quand Peugeot va mal, l'Elysée

s'inquiète.

La solution trouvée pour faire face à cette mauvaise passe est d'allier PSA avec le chinois Dongfeng, dont l'entrée au capital apporte de l'argent frais qui fait défaut au groupe malgré le succès de la nouvelle ligne « DS » chez Citroën. Désormais Dongfeng et l'Etat français détiendront chacun 14% du capital de l'entreprise, les deux nouveaux actionnaires promettant d'investir près de 3 milliards d'euros... Cet accord devrait ouvrir le marché asiatique à l'entreprise de Sochaux et pérenniser une bonne partie de l'emploi en France.

Il est symptomatique que le salut vienne d'une entreprise chinoise... et de l'Etat français. Un pari sur l'avenir, donc. Quid des transferts de technologies ? Carlos Tavares devrait prendre les rênes de cette entreprise reconfigurée.

A l'Est, rien de nouveau ?

Très décriée avant le début des jeux olympiques de Sotchi, la Russie poutinienne triomphe au moment de leur clôture, elle est arrivée en tête du classement des médailles et surtout elle a démontré sa capacité à organiser un événement sportif mondial de 1er plan alors même que les inquiétudes sécuritaires étaient très fortes. A l'heure où le prestige personnel de Poutine est renforcé, rien ne va plus en Ukraine.

Le président Ukrainien, démocratiquement élu, Viktor Ianoukovitch a rompu les négociations en vue d'un accord d'association avec l'Union européenne, qui essaie ainsi de stabiliser ses marges à l'Est comme au Sud. Une partie de la population ukrainienne - pro-occidentale - s'est sentie trahie par cette décision et manifeste son mécontentement à Kiev sur la place Maïdan. Une épreuve de force s'est engagée avec le pouvoir, épreuve qui ne fait que souligner les forces centrifuges qui animent une Ukraine peuplée d'un peu plus de 45 millions d'habitants qui sont russophones dans la partie orientale du pays mais plus tournés vers l'Union européenne et la Pologne dans la partie occidentale. Ces très fortes tensions se déroulent dans un pays très affaibli économiquement et dans ce que Moscou considère comme son « étranger proche » sur lequel elle veille jalousement - prompte à dénoncer une ingérence occidentale - et exerce de nombreuses pressions aussi bien politiques qu'économiques. Le Kremlin a proposé une aide de 15 milliards de dollars si Kiev conserve une certaine proximité avec son grand voisin russe.

Le président a perdu le pouvoir samedi 22 février 2014 après avoir fait tirer sur la foule provoquant la mort d'une centaine de manifestants ; il s'est enfuit de Kiev. Des élections seront bientôt organisées, mais se posent de nombreuses questions.

La première est celle d'une révolution qui renverse un gouvernement démocratiquement élu... La deuxième est celle de l'intégrité d'un pays où dans la partie orientale la révolution de la place Mäïdan est perçue comme un coup d'Etat organisé par les Occidentaux. Alors que la péninsule de Crimée abrite l'un des grands ports russes, le parlement de Crimée à Simferopol a été pris par une cinquantaine d'hommes en armes. La troisième est celle de l'attitude de Moscou qui organise des mouvements de troupes aux frontières de l'Ukraine. La quatrième est celle de la position de l'Union européenne qui n'a pas vraiment l'intention d'intégrer l'Ukraine en son sein.

Le monde à l'heure d'une nouvelle course aux armements

Alors que l'Union européenne, la « Vénus » pour Kagan, préfère la négociation et la puissance douce, les autres puissances mondiales optent plus volontiers pour un « hard power » (J. Nye). Ce décalage croissant est démontré par l'escalade des dépenses militaires au Moyen-Orient, mais aussi dans les grands pays émergents comme la Chine (qui se montre plus offensive dans le domaine maritime), l'Inde qui acquiert des armes auprès de la Russie comme des puissances européennes, le Brésil qui modernise son armée, et même aujourd'hui le Japon de Shinzo Abe. Une publication de la firme américaine IHS montre que les dépenses militaires vont augmenter pour l'année 2014 : les Etats-Unis restent le principal acteur du domaine (plus de 500 milliards de dollars) malgré une baisse du budget dans ce secteur puis la Chine (un peu moins de 150 milliards de dollars) et la Russie de V. Poutine devant le Royaume Uni et la France (53 milliards).

A l'heure des interventions françaises en Afrique, de la montée des périls en Ukraine, l'Europe peut-elle rester désarmée ?

Copyright Mars 2014-Degans/Diploweb.com

Plus

Point d'actualité internationale de mars 2014

Point d'actualité internationale de décembre 2013

Pour ne rien manquer de l'actualité géopolitique, le mieux est de s'abonner à notre page [facebook.com/geopolitique](https://www.facebook.com/geopolitique) ou notre compte twitter.com/diploweb.

Voir une présentation d'un ouvrage auquel Axelle Degans a contribué "Les grandes questions internationales", L. Briday, A. Chaffel, P. Dallenne, A. Degans, éd. Studyrama

[Retour au Sommaire](#)

3/2014 Actualité internationale

Fiche synthèse de mars 2014

mardi 1er avril 2014, par [Axelle DEGANS](#)

L'auteur :

Agrégée d'histoire, co-auteure de *Les grandes questions internationales*, éd. Studyrama 2013 et auteure du livre *Les pays émergents : de nouveaux acteurs*, Ed. Ellipses, collection CQFD, 2011. Professeure d'histoire, de géographie et de géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales au Lycée Dessaignes (Blois).

Synthèse de l'actualité internationale de mars 2014 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou préparent un concours. Le *Diploweb* se tiendra à leur côté durant les prochains mois, pour l'écrit puis les oraux. Pour ne rien manquer, le mieux est de s'abonner à notre compte twitter.com/diploweb. Comme les gagnants de l'année passée !

France. Elections municipales

En France, les élections municipales des 23 et 30 mars 2014 se caractérisent par une forte abstention et une poussée de l'opposition. Ce qui conduit à la démission du Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, le 31 mars et à la nomination de Manuel Valls, précédemment ministre de l'Intérieur. Ainsi, des élections à l'échelle locale ont des répercussions à l'échelle nationale - le gouvernement - et à l'échelle internationale, via l'attribution des portefeuilles ayant un rayonnement à l'étranger. Bel exemple d'emboîtement des échelles.

Japon. Fukushima, 3 ans déjà (après)

1 minute de silence pour commémorer les 20 000 morts et plusieurs centaines milliers de personnes déplacées à la suite de l'accident nucléaire du 11 mars 2011. Les Japonais restent anxieux. La société Tepco ne sait pas quoi faire de l'eau contaminée utilisée pour refroidir notamment les réacteurs, 436 000 m³ répartis dans un millier de cuves ou citernes et 70 000 m³ stagnent sous la centrale. Il existe des fuites, les nappes phréatiques et l'océan sont contaminés...

ce qui fragilise la chaîne alimentaire.

L'Ukraine, « étranger proche » de la Russie ?

Depuis le 22 février 2014, le président ukrainien V. Ianoukovitch s'est réfugié en Russie, le parlement de Crimée proclame son indépendance de l'Ukraine.

Par sa superficie, l'Ukraine représente un huitième de la superficie de l'ex-URSS, Russie non comprise. Symboliquement, son poids en peut-être encore plus lourd.

L'Union européenne et les Etats-Unis menacent la Russie de sanctions si Moscou annexe la Crimée, plusieurs dizaines de milliers de soldats russes sont positionnés en Crimée. Un « referendum » organisé en Crimée, qui ne laisse le choix qu'entre une intégration au sein de la Russie ou une indépendance isolée de la Crimée (pas de possibilité de vote pour rester dans le giron ukrainien) donne la « victoire » aux partisans de l'intégration de la Crimée à la Russie, mais **l'Assemblée générale de l'ONU la juge illégale**. Les positions russes y sont soutenues par l'Arménie, la Biélorussie, la Corée du Nord, le Soudan, le Zimbabwe, le Nicaragua, Cuba et le Venezuela. La Chine a adopté une neutralité bienveillante envers Moscou.

Ioulia Timochenko a annoncé sa candidature pour les élections présidentielles du 25 mai 2014.

La Turquie, étrange candidate à l'UE ?

La Turquie de Recep Tayyip Erdogan s'en prend à Tweeter. Ce pouvoir devient plus autoritaire et dénonce à mots couverts l'organisation musulmane de Ferthullah Gülen d'être responsable d'une fuite sur You tube à propos d'une possible intervention militaire contre la Syrie voisine. Les élections municipales du dimanche 30 mars 2014 sont un test pour le pouvoir d'Erdogan...

Un pouvoir usé en Arabie saoudite ?

Le pouvoir est toujours aux mains des filis d'Ibn Saoud, et aujourd'hui près de 2 500 princes de sang peuvent y prétendre.

Une gérontocratie au pouvoir dans une pétromonarchie à la tête

des principales réserves avérées de pétrole conventionnel de la planète.

Le roi Abdallah, malade, s'inquiète car le prince héritier Salman (79 ans) dont la santé est déjà dégradée pourrait ne pas lui succéder sur le trône. Il vient donc de désigner, en tant que prochain prince héritier, son demi-frère Moqren Ben Abdel Aziz, âgé de 69 ans. Le pouvoir se transmet donc toujours entre frères. Une gérontocratie au pouvoir dans une pétromonarchie à la tête des principales réserves avérées de pétrole conventionnel de la planète, qui doit maintenant envisager le passage du pouvoir à la génération suivante, celle des petits-fils du fondateur. **Les rivalités sont de plus en plus fortes au sein de ce qui est une oligarchie princière**, chaque prince espérant placer son fils sur le trône.

Riyad, qui est devenu le principal bailleur de fonds de l'Egypte de général Al-Sissi, vient de classer les Frères musulmans comme « terroristes ». Les wahhabites saoudiens redoutent la divergence idéologique qu'ils représentent mais aussi et surtout que les Frères musulmans ne deviennent une source d'inspiration pour une partie de la jeunesse saoudienne.

L'Egypte à l'heure de la répression

Le pouvoir égyptien vient de condamner à la peine capitale pour violence plus de 500 partisans du président M. Morsi - destitué après avoir été élu en juin 2011. Près de 700 autres sont jugées dans **une Egypte exsangue**, malgré l'aide apportée par les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite. Cette crise économique se double d'**une profonde crise sociale**. Les manifestants -pro- Frères musulmans- ont été dispersés devant l'Université du Caire.

La guerre encore et toujours en Syrie

Les troupes de Bachar El-Assad reprennent le Krak des chevaliers (construit lors des croisades), une bataille décisive pour fermer la frontière avec le Liban. Les rebelles lancent alors une vaste offensive coordonnée dans le Nord du pays autour de Lattaquié ou Alep, une première depuis la scission entre la branche d'Al-qaida en Syrie et les jihadistes particulièrement radicaux de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL).

Une Libye profondément divisée

La Libye est tiraillée entre de puissantes forces centrifuges. La constitution de 1951 a créé un Etat fédéral autour de composée de trois provinces (Tripolitaine,

Cyrénaïque et Fezzan), le roi Idriss 1er est un Senoussi issu de la Cyrénaïque. Ce pouvoir est renversé en 1969 et M. Kadhafi affaiblit cette province dans laquelle est découverte du pétrole. Aujourd'hui, la Cyrénaïque a proclamé son autonomie et Ahmed Zubair al-Senoussi, le petit-neveu d'Idris, incarne cette revendication. La Cyrénaïque a essayé d'exporter du pétrole, sans l'accord de Tripoli, grâce à un pétrolier nord-coréen. La marine libyenne l'a empêché de sortir du port. Tripoli a, par ailleurs, déclaré la guerre au terrorisme car les attaques et les assassinats d'Occidentaux se multiplient, en particulier en Cyrénaïque.

Pas de stabilisation en vue en république centrafricaine

Les violences restent endémiques en RCA, à Bangui les milices anti-balaka se sont de nouveau prises aux populations musulmanes. Ces tensions intercommunautaires ne sont qu'un des aspects de l'instabilité dans laquelle est plongée le pays malgré la présence des forces de l'opération Sangaris et de la Misca (force africaine en Centrafrique) qui s'opposent aux milices.

Un bilan de la politique de voisinage (PEV) menée par l'Union européenne

Cette politique a pour but de stabiliser les marges de l'Union européenne, avoir donc la paix à nos portes, et passe par un programme d'aides multiples et variées en direction de nos voisins méridionaux et orientaux. Le bilan de 10 ans de cette politique de voisinage est plutôt maigre en termes de chemin parcouru sur la route des réformes. Si la Tunisie a voté une nouvelle constitution, la situation est des plus troubles en Libye ou en Egypte, la Turquie se raidit dans une dérive autoritaire alors que la Syrie a sombré dans la guerre civile. A l'Est, la Géorgie, la Moldavie s'engagent à signer des accords d'association avec l'UE. L'Ukraine, s'y était aussi engagée dans un premier temps avant de se rétracter et de sombrer dans une crise qui est probablement la crise géopolitique la plus grave depuis la chute du Mur (1989). La commission européenne est pourtant totalement incapable de faire son autocritique et de repenser une politique pourtant essentielle.

Bruxelles accorde une aide directe de 1,6 milliards d'euros à Kiev et une aide globale de 11 milliards, la Banque mondiale devrait verser une autre aide de près de 3 milliards de dollars, le FMI une aide comprise entre 14 et 18 milliards de dollars : l'Ukraine peut donc compter sur une aide de 25 à 30 milliards de dollars. Elle devra pourtant mettre en place une politique d'austérité qui ne manquera pas d'être très impopulaire, une récession de près de 3% est attendue pour 2014, alors que les déficits sont élevés (plus de 4% de déficit budgétaire, de 9% pour le

déficit courant).

La superficie de la Crimée avoisine 27 000 km², soit 1/22^e de la superficie de l'Ukraine.

La population ukrainienne doit donc se préparer une période de lourds sacrifices, le prix du gaz devrait ainsi augmenter de 50%, alors que l'intégrité de son territoire vient d'être compromise et que le nouveau pouvoir assumé par Arseni Iatseniouk est des plus fragiles. Bruxelles souhaite éviter que l'Ukraine ne devienne un « Etat failli », mais le défi est immense aussi bien pour Kiev que pour Bruxelles.

La Moldavie demande une accélération de la signature d'un accord d'association avec l'UE, avec la perspective d'une future adhésion, pour éviter, affirme-t-elle, le sort de l'Ukraine.

L'Estonie a un nouveau gouvernement

Taavi Roivas est devenu à 34 ans le plus jeune premier ministre de l'Union européenne. Il est en Estonie à la tête d'un gouvernement de coalition entre les sociaux-démocrates et son parti Réforme.

Un partenariat stratégique franco-chinois

C'est le sens de la déclaration conjointe de ces exécutifs à l'occasion de la venue de Xi Jinping en France. Paris souhaite rééquilibrer les relations commerciales qui sont très nettement à son désavantage, Pékin accepte l'idée si Paris facilite les implantations chinoises sur son territoire. Les relations sont tendues, non seulement concernant les positions françaises concernant le Tibet lors des Jeux olympiques de Pékin, mais aujourd'hui surtout à propos de la propriété intellectuelle qui reste un sujet sensible.

Cette visite est l'occasion d'officialiser l'entrée des intérêts chinois dans le capital de Peugeot, et de signer un partenariat pour produire 1 000 hélicoptères, voire un partenariat avec Airbus autour de l'assemblage de l'A320. Environ 250 entreprises chinoises sont implantées sur le sol français, ce chiffre est appelé à progresser.

La monnaie chinoise au cœur de querelles européennes

L'euro 2^e monnaie des transactions commerciales ? Non, c'est le

yuan, la monnaie chinoise !

Le yuan est devenu la deuxième monnaie des transactions commerciales en lieu et place de l'euro, pour le plus grand plaisir de Pékin qui ne cache pas son intention de « désaméricaniser » le monde monétaire. La City vient d'offrir la possibilité aux investisseurs d'opérer des transactions en yuan (ce qui permet aussi de faire face aux retards de paiements quasi structurels avec le partenaire chinois). Français et Allemands espèrent également développer le commerce en yuans à Paris et Francfort. Une occasion pour Pékin de jouer sur les divisions pour mieux régner... Un nouveau manque d'Europe.

Le Venezuela connaît une difficile transition post-Chavez

Son successeur, Nicolas Maduro, n'a visiblement pas le charisme du fondateur de la révolution bolivarienne, et probablement pas non plus son sens politique. L'opposition dénonce l'inflation qui sévit dans le pays, les pénuries et les violences policière. Les manifestations ont réuni plusieurs dizaines de milliers de personnes, le bilan est lourd puisque plus de 30 personnes ont été tuées.

Copyright Avril 2014-Degans/Diploweb.com

Plus

Point d'actualité internationale d'avril 2014

Point d'actualité internationale de février 2014

Pour ne rien manquer de l'actualité géopolitique, le mieux est de s'abonner à notre page [facebook.com/geopolitique](https://www.facebook.com/geopolitique) ou notre compte twitter.com/diploweb.

Voir une présentation d'un ouvrage auquel Axelle Degans a contribué "Les grandes questions internationales", L. Briday, A. Chaffel, P. Dallenne, A. Degans, éd. Studyrama

[Retour au Sommaire](#)

4/2014 Actualité internationale

Fiche de synthèse d'avril 2014

jeudi 1er mai 2014, par [Axelle DEGANS](#)

L'auteur :

Agrégée d'histoire, co-auteure de *Les grandes questions internationales*, éd. Studyrama 2013 et auteure du livre *Les pays émergents : de nouveaux acteurs*, Ed. Ellipses, collection CQFD, 2011. Professeure d'histoire, de géographie et de géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales au Lycée Dessaignes (Blois).

Synthèse de l'actualité internationale d'avril 2014 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou passent un concours. Le *Diploweb* se tiendra à leur côté jusqu'aux oraux [et même au delà !]. Pour ne rien manquer, le mieux est de s'abonner à notre compte twitter.com/diploweb. Comme les gagnants de l'année passée !

En France et en Europe, les élections se ressemblent

Les élections municipales françaises d'avril 2014 se distinguent par un taux élevé d'abstention, fait assez rare pour ce type de scrutin. Le taux d'abstention et les votes recueillis par les partis à l'extrême de l'échiquier politique montrent une défiance de près d'un Français sur deux vis-à-vis du système politique. Le FN remporte 7 villes et le 7ème secteur de Marseille. Un terrible désaveu du PS au pouvoir qui amène Manuel Valls à Matignon avec la lourde tâche de faire passer le déficit public à moins de 3% du PIB.

Pour ne pas sécher à un oral de concours sur les questions d'actualité internationale, lisez les [synthèses d'Axelle Degans](#)

La Hongrie organise, elle, des élections législatives qui sont remportées par le parti du premier ministre Viktor Orban, le Fidesz, et voit une progression notable de l'extrême-droite car le parti Jobbik recueille près d'un vote sur cinq.

L'Ukraine dans l'œil du cyclone

L'Ukraine a perdu de fait sa souveraineté sur la péninsule de Crimée qui a voté son rattachement à la Russie - à la suite d'un référendum non légal qui ne lui permettait pas de rester dans le giron de Kiev - et peine à faire face à l'agitation dans la partie orientale de son territoire. Moscou masse plusieurs dizaines de milliers de soldats à la frontière russo-ukrainienne. La situation économique y est très tendue car l'Ukraine est très dépendante, en particulier pour sa partie orientale (la plus riche du pays), de ses relations économiques et commerciales avec la Russie. L'Union européenne et Washington multiplient les sanctions économiques... sans résultats visibles. Les éclats se multiplient.



V. Poutine réaffirme que rien n'est possible sans l'accord de Moscou dans ce qu'il considère comme son « étranger proche » (les anciennes républiques soviétiques) : rapprochement avec l'Union européenne ou extension de l'OTAN que Moscou veut le plus loin possible de ses portes.

Le rapport du GIEC : halte au réchauffement climatique

Le GIEC rend un nouveau rapport concernant le réchauffement climatique. Les experts constatent un recours plus important au charbon qui contribue à une plus forte émission de GES, et préconisent alors de se tourner davantage vers la filière électronucléaire plus faiblement émettrice de GES. Ils pointent la nécessité d'accélérer les gains en termes d'efficacité énergétique, de séquestrer le CO2 et de diminuer rapidement l'utilisation des centrales à charbon.

L'Allemagne d'Angela Merkel, laboratoire du « tournant énergétique » post-Fukushima (11 mars 2011) est face à ses contradictions. Comment renoncer à la production d'électricité d'origine nucléaire au profit du développement d'énergies renouvelables sans compromettre le niveau de vie ? Pour l'instant, l'Allemagne a relancé l'exploitation du charbon et doit se lancer dans un vaste plan de construction de lignes électriques depuis l'Allemagne du Nord, zone de production d'électricité verte vers la partie méridionale du pays, près de 4 000 km de lignes à construire pour le début de la prochaine décennie. Cette transition

énergétique coûte déjà cher à l'Allemagne, 24 milliards pour la seule année 2014, elle est problématique en Bavière - poids lourd de l'économie allemande - qui veut sortir du nucléaire mais dont la population ne veut pas des lignes électrique source de nuisances. Ce land veut miser sur les énergies propres (mais il faut importer l'électricité depuis le Nord) et des centrales à gaz qui ne sont pas rentables aujourd'hui... un vrai casse-tête qui risque de mettre la Bavière dans une situation délicate dans moins de 10 ans.

Elle décide aussi d'instaurer une taxe pour les étrangers qui empruntent son réseau routier, une Europe de la solidarité et de la libre circulation ?

Le réchauffement climatique étend les zones à risque pour l'extension des maladies virales - dites tropicales - aux zones plus tempérées du fait de l'adaptation des moustiques à d'autres milieux que le berceau d'origine.

Un espace maritime sous haute tension en Asie

Le différent entre le Japon et la Chine à propos des îlots Senkaku ne doit pas faire oublier qu'un autre différent oppose la Chine à ses voisins. Les îles Spratleys en mer de Chine méridionale opposent Pékin au Vietnam, à l'Indonésie ou aux Philippines pour ne citer qu'eux. Cette dernière fait appel au tribunal de La Haye au sujet des nombreux différends maritimes qui l'oppose à la Chine, en particulier pour le respect des 200 miles nautiques au large des terres émergées dont Manille peine à se réserver l'exploitation exclusive.

Barack Obama s'affirme comme le « premier président américain du Pacifique », mais la réduction des moyens du Pentagone inquiète ses alliés en Asie qui craignent un « retrait » plus qu'un « pivot ». Sa tournée en Asie est très attendue, ses alliés souhaitant un renforcement de la présence militaire américaine dans la région.

Le secrétaire d'Etat américain à la Défense a été invité, lors de sa visite en Chine, à se rendre sur le Liaoning -porte-avions chinois - ce qui n'a pas diminué l'impression de rivalité entre ses deux Etats. Washington a réaffirmé ses engagements vis-à-vis de ses alliés Tokyo, Séoul et Manille, avec lesquels la rivalité chinoise est forte.

La Chine doute...

La croissance économique de la Chine perd de sa force et s'approche des 7% par an, ce qui insuffisant pour créer les emplois nécessaires à son « harmonie ». Pékin opte pour un plan de relance qui vise à mieux équiper le pays en infrastructures de transport (un des points faibles de la Chine, en particulier dans la Chine

intérieure) grâce à l'émission d'obligations, et l'exemption de taxes des petites entreprises. C'est révélateur de difficultés nouvelles pour l'empire du Milieu, dont l'endettement croissant est facteur d'incertitudes. Celui-ci s'inquiète aussi de l'envolée de ses coûts de production (+ 25% depuis 2012), le Guangdong, bastion de l'industrie d'exportation chinoise, a des coûts de production trop élevés pour l'exportation de produits faiblement élaborés qui a été son modèle économique jusqu'à aujourd'hui. Les grèves se multiplient dans cette région, la plus riche de Chine, non seulement pour les salaires, mais aussi surtout pour obtenir une meilleure couverture sociale. La Chine doit changer son modèle économique, celui de la sous-traitance n'y a plus grand avenir

Une situation qui reste très délicate dans une Afrique qui a des raisons d'espérer

Le Nigéria est toujours en proie aux violences.

Il n'y a pas, pour l'instant, de sortie de crise dans la guerre civile qui sévit en Centrafrique. Les forces de l'opération française Sangaris et de la force africaine Misca sont confortées par l'envoi par Bruxelles d'une force militaire qui devrait s'élever jusqu'à 1 000 hommes. L'ONU vote l'envoi d'une force de 12 000 casques bleus qui viendra remplacer la force Misca à la mi-septembre 2014.

Le Nigéria est toujours en proie aux violences. Un attentat dans la capitale Abuja (plus de 70 morts) a précédé de peu l'enlèvement de près de 100 jeunes lycéennes du Nord-Est du pays, ces deux forfaits sont attribués au groupe islamiste Boko Haram.

En Guinée, Médecins sans frontières (MSF) estime qu'Ebola a fait déjà de 80 victimes, en particulier dans la région autour de la capitale Conakry.

Le Rwanda commémore les 20 ans du début du génocide qui a provoqué la mort de 800 000 Tutsis. Le président Paul Kagamé, à la tête d'un pays en pleine croissance économique, a de nouveau mis en cause les autorités françaises et refusé la présence de l'ambassadeur à Kigali.

Depuis le début du XXI^{ème} siècle, l'Afrique connaît une conjoncture et un apaisement de certains conflits et le retour d'une croissance économique en moyenne supérieure à 5% par an. Le Mozambique enregistre ainsi une croissance économique de 7,1% en 2013, la Côte d'Ivoire de 8,1%, et l'Ethiopie, nouveau lion d'Afrique orientale, de 9,7%.

De la « Françafrique » à la « Chinafrique » : l'Afrique au cœur d'un nouveau grand jeu ?

Début avril 2014 à Bruxelles, l'Union européenne veut renouer le partenariat économique avec l'Afrique qui existe depuis les années 1960 mais qui aujourd'hui apparaît bien fade en comparaison du nouveau partenariat que ce continent tisse avec Pékin. Les seuls pays africains à faire de substantiels échanges avec l'Union européenne sont l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Maroc et le Nigéria, alors que J. Zuma (Afrique du Sud) et R. Mugabe (Zimbabwe) ne viennent pas à ce sommet. À l'heure où les troupes européennes de l'Eufor-RCA interviennent dans la guerre civile centrafricaine, où l'Union européenne fournit, d'après le commissaire européen au développement Andris Piebalgs, 45% de l'aide publique (APD) reçue par l'Afrique, elle peine à conserver ses parts de marché sur ce continent. L'Afrique est le continent de la jeunesse (alors que le notre vieillit), un vrai coffre-fort de matières premières, elle est un continent important pour l'avenir de l'Europe

Le temps des élections en Asie et en Afrique...

L'Afghanistan, foyer des talibans qui ont organisé les attentats du 11 septembre 2001 et a connu une longue intervention militaire de l'OTAN, vote pour renouveler la tête de l'exécutif. Hamid Karzaï, très décrié pour ses liens avec la mafia locale, ne peut plus briguer de mandat. Ce scrutin est sous haute tension en raison de la très faible tradition démocratique de ce pays et du scandale du bourrage des urnes en 2009, les perdants pouvant contester leur défaite et entraîner le pays dans une phase de violence. La situation afghane reste très difficile, seulement un tiers de la population a accès à l'électricité, le pays est miné par la corruption, la guerre a permis au pavot de représenter près d'un septième du PIB selon la Coface. Ce pays est aujourd'hui sous perfusion de l'aide internationale et fait partie intégrante du trafic d'opium... Abdullah Abdullah arrive en tête. 58% de la population afghane s'est déplacée.

L'Union indienne vote aussi, 815 millions d'électeurs sont attendus pour un scrutin qui se déroule entre le 7 avril et le 12 mai. Le BJP, parti nationaliste hindou dirigé par Narendra Modi, est le favori de ces élections face au parti du Congrès dirigé par Rahul Gandhi (fils de Rajiv, petit-fils d'Indira, et arrière-petit-fils de Nehru). Selon le cabinet MacKinsey, 680 millions d'Indiens ne peuvent toujours pas satisfaire leurs besoins essentiels. Ce géant démocratique est lui aussi saisi par la paralysie politique...dans un pays où il faut créer un million de nouveaux emplois par mois !

L'Algérie vote, mais sans enthousiasme. Ce pays illustre tristement le syndrome

des matières premières, tant il dépend de ses rentes gazière et pétrolière. Ses jeunes ont peu de perspectives d'avenir, ils doivent se contenter d'emplois que ne sont pas des métiers L'Algérie est toujours incapable de préparer l'après-gaz. Le président Abdelaziz Bouteflika est réélu avec plus 81% des suffrages exprimés.

La justice rattrape parfois les anciens dirigeants

En Israël, l'ancien premier ministre Ehud Olmert a été condamné pour corruption, ce qui devrait mettre un terme à sa carrière politique. Au Pakistan, Pervez Musharraf, ancien président, a été reconnu coupable de haute trahison pour avoir établi l'état d'urgence et suspendu la constitution.

La chute de Moubarak : trois ans déjà !

L'Egypte du printemps arabe se sépare de Moubarak, au pouvoir depuis 1981, qui exerçait un pouvoir autoritaire et policier. Les Frères musulmans qui ont conquis, démocratiquement, le pouvoir ont déçu une population qui avait de nombreuses attentes. Le président Morsi est davantage resté un chef de parti qu'il n'est devenu le président de tous les Egyptiens. Le maréchal Sissi, actuellement au pouvoir, remportera probablement les élections présidentielles de la fin mai 2014, ce sont des élections de la peur. Plus de 500 personnes ont été récemment condamnées à mort, ce nouveau régime mène un politique très dure vis-à-vis des islamistes. Les militaires ont donc conservé le pouvoir, après un court intermède, près d'une Libye dans une situation chaotique, d'une Syrie en proie à la guerre dont le bilan est tragique : 150 000 morts et 3 millions de réfugiés. Le printemps arabe, des promesses non tenues ?

Le Venezuela post-Chavez en proie à la crise

Hugo Chavez est mort depuis à peine plus d'un an et le Venezuela affronte une crise qui le secoue dans ses profondeurs. Ce grand pays pétrolier dirigé par le dauphin de Chavez -Nicolas Maduro - fait face à une révolte née dans le milieu étudiant et qui s'est muée en fronde sociale dans un pays où l'inflation est galopante, les coupures d'électricité et d'eau structurelles alors que certaines denrées manquent... Caracas est même aujourd'hui en situation de risquer le défaut de paiement ! C'est pourtant un pays qui dispose de très importantes réserves de pétrole, mais qui a cessé depuis longtemps d'investir dans le secteur productif - il illustre le syndrome des matières premières - et dépend très étroitement de l'or noir. N. Maduro doit son pouvoir au soutien de l'armée, mais pour combien de temps ?

Des décès...

L'écrivain colombien et prix Nobel de littérature Gabriel Gracia Marquez vient de mourir. Il a marqué la littérature sud-américaine avec ouvrages comme *Cent de solitude*. L'historien français Jacques Le Goff, médiéviste reconnu qui a profondément renouvelé sa discipline, auteur d'un *Saint Louis* remarquable, vient aussi de disparaître.

...et double canonisation

Le pape François, et le pape émérite Benoît XVI ont canonisé les papes Jean-XXIII et Jean-Paul II.

Copyright Avril 2014-Degans/Diploweb.com

Plus

[Point d'actualité internationale de mai 2014](#)

[Point d'actualité internationale de mars 2014](#)

Pour ne rien manquer de l'actualité géopolitique, le mieux est de s'abonner à notre page [facebook.com/geopolitique](https://www.facebook.com/geopolitique) ou notre compte twitter.com/diploweb.

Voir une présentation d'un ouvrage auquel Axelle Degans a contribué "[Les grandes questions internationales](#)", L. Briday, A. Chaffel, P. Dallenne, A. Degans, éd. Studyrama

[Retour au Sommaire](#)

5/2014 Actualité internationale

Fiche de synthèse de mai 2014

dimanche 1er juin 2014, par [Axelle DEGANS](#)

L'auteur :

Agrégée d'histoire, co-auteure de *Les grandes questions internationales*, éd. Studyrama 2013 et auteure du livre *Les pays émergents : de nouveaux acteurs*, Ed. Ellipses, collection CQFD, 2011. Professeure d'histoire, de géographie et de géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales au Lycée Dessaignes (Blois).

Synthèse de l'actualité internationale de mai 2014 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou passent un concours. Le *Diploweb* se tiendra à leur côté jusqu'aux oraux ! Pour ne rien manquer, le mieux est de s'abonner à notre compte twitter.com/diploweb. Comme les gagnants de l'année passée !

Le sort des urnes...

En Europe...

LE PREMIER enseignement du scrutin de mai 2014 - pour ceux qui en doutait - est que l'Union européenne ne fait plus rêver ses concitoyens, et c'est encore moins ses jeunes. On observe une progression notable de l'extrême-droite en France, au Royaume Uni où l'Ukip recueille 28% des voix, au Danemark où le parti populaire progresse, en Belgique où le parti nationaliste flamand atteint 32% des voix... L'extrême-gauche progresse dans des pays comme la Grèce avec Syria, les « indignés » apparaissent dans la péninsule ibérique ou en Italie... Le parlement européen élu en mai 2014 est un peu plus à droite que le précédent, la percée des eurosceptiques est le fait le plus remarquable. La députée européenne Sylvie Goulard souligne que 2/3 des suffrages sont allés à des partis pro-européens, ce qui est juste, mais un tiers non. C'est déjà très significatif : c'est un vote du déclassement. La population ne semble plus vouloir de ce que l'UE est devenue, accusée d'être « éloignée des préoccupations quotidiennes » des Européens, d'être « opaque »... A l'Ouest elle est accusée de s'être élargie trop rapidement sans s'y être vraiment préparée, à l'Est d'être peu généreuse... la

libre circulation des personnes est même remise en cause au sein de la population européenne. Les défis auxquels doit faire face l'UE sont immenses, au moment où la guerre civile est à ses frontières et que la négociation d'un accord transatlantique ne fait pas l'unanimité. Il faut aussi et surtout retrouver le chemin de la croissance économique et de l'emploi pour pouvoir préparer notre avenir.

...en France...

En France, les élections européennes ont été remportées par un parti eurosceptique, le Front National, avec 24,8% des voix pour un scrutin européen de nouveau marqué par une abstention massive 58%. L'UMP obtient 20,8%, le PS joint au PRG 13,98%... Ce scrutin, qui s'est d'abord joué sur des motifs nationaux, est un terrible démenti pour la majorité au pouvoir, et n'est pas bien plus rassurant pour l'UMP. Ce vote n'est plus seulement un vote protestataire. Si la base électorale du FN est composite, on peut considérer que ce vote est une remise en cause profonde de la politique menée de plusieurs années, de l'austérité, mais aussi des pratiques de la classe politique française qui se coupe du « pays réel ». Il s'agit d'une sanction des partis politiques qui présentent en tête de liste des personnes qui ne s'investiront pas forcément dans leur nouvelle mission, ayant déjà d'autres mandats électoraux, ou présentées parce qu'il faut bien leur donner un mandat. Une maladie française, bien moins répandue chez nos voisins. C'est aussi une réaction face un contexte dépressif qui dure depuis au moins 2009 et dont on ne perçoit pas la fin. Ce vote est donc un rejet d'une politique inefficace, d'une Europe qui ne protège pas, il traduit aussi une peur de l'avenir. C'est donc un vote pour le changement.

Nous envoyons au parlement européen 24 députés frontistes sur 70 que compte la délégation française. La question est de savoir si cela nous permettra de peser davantage sur la politique européenne pour que l'Europe que nous construisons nous ressemble davantage ? Pas sûr...

... en Inde...

Les élections législatives indiennes ont été remportées par Narendra Modi, à la tête du BJP, parti nationaliste hindou. Il met fin au règne du parti du Congrès dirigé par la famille Gandhi depuis Nehru, père de l'indépendance. Il a invité son homologue pakistanais, Nawaz Sharif, pour son intronisation, une première.

... en Egypte...

Abdel Al-Sissi, qui a montré qu'il exerce le pouvoir d'une main forte -comme le montre les arrestations et les exécutions de plusieurs centaines de personnes -

vient d'être élu président de l'Égypte avec 96% des voix, et une participation d'environ 45% (les Frères musulmans ont appelé à l'abstention). Il doit juguler une inflation à près de 12%, relancer une économie au point mort alors que près de 40% des Égyptiens vivent sous le seuil de pauvreté. Le secteur du tourisme est particulièrement affecté par la conjoncture égyptienne.

... en Irak...

Le premier ministre irakien Nouri Al-Maliki a exercé son autorité d'une poigne de fer. Les élections législatives n'en sont pas moins ensanglantées par une série d'attentats. La règle officieuse veut qu'un chiite soit premier ministre d'Irak, Nouri Al-Maliki est donc confiant.

... en Afrique du Sud

Les élections sud-africaines ont confirmé le pouvoir de l'ANC. Le parti de feu Nelson Mandela a déjà pourtant largement déçu. Les réformes structurelles ne sont pas menées, l'apartheid économique - malgré l'émergence d'une classe moyenne africaine - se poursuit comme en témoigne la misère dans les townships tel celui de Soweto. Les grèves des mineurs de Marikana (qui ont déjà fait une trentaine de morts dans des émeutes avec la police il y a deux ans) rappellent que les formidables écarts sociaux de ce pays ne se résorbent pas. Ce membre des BRIC's, émergent africain, ne construit toujours pas les routes, les réseaux d'adduction en eau, les écoles de qualité ou les centres médicaux attendus par une grande partie de la population. Le pays reste abonné à un taux élevé de chômage - 24,7% en décembre 2013 - qui concerne plus des 2/3 de ceux qui vivent dans les townships. Il reste aussi une terre de violence comme l'illustre le procès de l'athlète Nestor Pistorius, ainsi qu'une terre de corruption, et Jacob Zuma ne l'incarne que trop. Alors, pourquoi cette victoire de l'ANC ? Ce parti reste celui qui a mis fin à l'apartheid cette aura est une rente de situation - la même dont bénéficie Robert Mugabe au Zimbabwe - qui risque de s'épuiser si le nouveau mandat de J. Zuma ne gomme pas davantage les inégalités sociales du seul pays africain qui a organisé la coupe du monde de football.

Les militaires prennent le pouvoir en Thaïlande

La crise dure depuis plus de 6 mois. Une partie de la population conteste le premier ministre Yingluck Shinawatra, sœur de Thaksin ancien premier-ministre convaincu de corruption. Cette contestation menace de paralyser le pays. Le général Prayuth Chan-Oha prend le pouvoir par un coup d'Etat militaire, le 12ème

depuis la mise en place de la monarchie constitutionnelle thaïe. Il a immédiatement imposé un couvre-feu au pays. Il existe une certaine résignation à Bangkok mais les « chemises rouges », surtout implantées auprès des paysans du Nord du pays, risquent de ne pas accepter aussi facilement ce putsch. Le général annonce pourtant vouloir « ramener la joie chez tous les Thaïlandais ».

La Syrie se prépare à des élections

Elles se tiendront début juin, mais le vainqueur, Bachar el-Assad est déjà connu. La Syrie a déjà perdu près de 10 millions de ses ressortissants qui ont préféré l'exil (déstabilisant tout le Proche Orient, Liban, Jordanie) et déplore plus de 150 000 morts lors de cette guerre civile - qui n'est pas sans rappeler celle qui se joua en Espagne - que le pouvoir est désormais en passe de gagner.

Alstom : chronique ordinaire d'un gâchis industriel ?

Alstom est un des fleurons industriels français qui nous équipe en rames ferroviaires, qui a fourni les turbines du plus grand barrage hydroélectrique du monde, celui des Trois gorges en Chine et aujourd'hui défraie la chronique économique. Patrick Kron en assume la direction depuis 2003 et restructure l'entreprise en proie à des difficultés financières, puis incarne sa renaissance. En 2006, Bouygues rachète les parts de l'Etat, mais la crise économique depuis 2008 handicape l'entreprise. Bouygues, à la recherche d'argent frais après sa mésaventure avec Numéricable, décide de vendre ses parts. L'américain General Electric est sur les rangs et le gouvernement a souhaité entendre la proposition de l'allemand Siemens. Ce dernier est européen mais Alstom et lui sont plus concurrents que complémentaires et l'on craint les licenciements. L'autre est américain mais Alstom lui offre une complémentarité nouvelle. Alstom est bien à l'heure du démembrement. Se pose alors la question de la pertinence du rapprochement industriel entre Alstom et/ou GE, Siemens. GE vient de promettre la création de 1 000 emplois en France et communique par des spots publicitaires, quand Siemens annonce la suppression de plus de 11 000 postes.

L'Ukraine dans la tourmente...

Le referendum organisé dans l'Est du pays par les pro-russes a élargi le fossé entre Kiev et cette partie de l'Ukraine. Cette guerre civile de « faible intensité » a fait déjà plusieurs dizaines de morts.

Les élections ukrainiennes ont porté au pouvoir le « roi du chocolat », Petro Porochenko. Il a remporté ces élections dès le 1er tour. Son 1er objectif est d'endiguer une guerre civile qui menace dans la partie orientale du pays,

notamment à Donetsk et Lougansk. Il engage un bras de fer avec Moscou concernant les livraisons de gaz, et surtout leur prix...

... La Russie au cœur d'une l'Eurasie renaissante.

Alors que la route de la Soie renaît de ces cendres, Moscou annonce la création d'une union économique eurasiennne avec la Biélorussie et le Kazakhstan, l'Arménie et le Kirghizstan pourraient la rejoindre très prochainement. Au 1er janvier 2015 cette union de 170 millions de personnes doit mettre en place une politique économique concertée dans les secteurs de l'agriculture, l'énergie, les transports et l'industrie. Elle repose sur la libre circulation des hommes, des produits, des services et des capitaux, prenant exemple sur l'Union européenne. Une Eurasie nouvelle sur laquelle plane l'ombre de l'Ukraine. Une union eurasiennne qui détient 20% des réserves mondiales avérées de gaz, 15% de celles du pétrole, et un marché de consommateurs en pleine expansion. Cette union ancre davantage la Russie - qui a une double nature européenne et asiatique comme l'a très bien montré H. Carrère d'Encausse - en Asie, ce continent en pleine croissance économique alors que l'Europe se défie et défie Moscou. Pékin et Moscou viennent de signer un contrat quasi historique dans le domaine gazier, 38 milliards de m³ par an sur 30 ans, la Chine qui s'est d'ailleurs bien gardée de condamner Moscou en Crimée ou en Ukraine...

La Chine au cœur d'un regain de tension...

En mer de Chine orientale, des chasseurs chinois ont « frôlé » des avions japonais aux limites de leurs zones aériennes d'identification, le Japon a officiellement protesté contre des « manœuvres dangereuses ». La Corée du Nord, elle fait un geste envers le Japon en rouvrant le dossier des japonais enlevés entre le début des années 1970 et celles des 1990. Un geste très apprécié à Tokyo.

Le Xinjiang chinois (la région turcophone où passe l'ancienne route de la soie) a été de nouveau le théâtre d'un attentat à la voiture piégée qui a fait une trentaine de morts et près de 100 blessés. Les Ouïgours -aujourd'hui minoritaires dans leur propre capitale Urumqi du fait de la politique de colonisation menée par Pékin - se radicalisent en parallèle à leur marginalisation économique croissante.

Le Vietnam reproche à la Chine d'avoir installé une plate forme de forage Haiyang-981 dans les eaux des Paracels revendiquées par Pékin et Hanoï (mais pas seulement). La population vietnamienne a multiplié de violentes manifestations anti-chinoises qui ont tourné à l'émeute et provoqué l'inquiétude de Pékin. Un bateau de pêche vietnamien a été coulé lors d'une altercation avec

un navire chinois... Tokyo à fait savoir sa solidarité avec Hanoï concernant le différent en mer de Chine méridionale...

... et inquiète pour sa croissance économique

Depuis plusieurs années le printemps chinois est synonyme de ralentissement économique, cette année n'échappe pas à la règle. Pékin doit soutenir la croissance en ouvrant les vannes du crédit pour l'immobilier - après avoir durci les conditions pour éviter une bulle immobilière - car le bâtiment est un secteur crucial pour le pays. Les tensions économiques sont fortes, dans un pays où la dette privée additionnée à la dette publique représente plus de 230% du PIB... Xi Jinping a bien conscience d'être sur une corde raide. La production industrielle ralentit or le pays doit maintenir une croissance à plus de 7% pour créer assez d'emplois, et doit aussi assainir ses finances... une difficile équation.

Le temps de la guerre économique

Au moment où Washington négocie de vastes accords de libre-échange avec l'Asie (accords transpacifique) et l'Europe (le partenariat transatlantique) la justice américaine accuse 5 militaires chinois de cyberespionnage au détriment d'entreprises aussi sensible qu'Alcoa (aluminium), ou Westinghouse (nucléaire), Allegheny Technology... Même si les Etats-Unis ne sont pas exempts de critiques dans ce domaine - il faut se rapporter aux révélations d'E. Snowden - la Chine est connue pour être le principal pays de hackers.

La situation n'est toujours pas stabilisée en Centrafrique et au Mali

Les premiers soldats de la force européenne de l'Eufor-RCA sont arrivés à Bangui, les violences continuent et tiennent, par endroit, du « nettoyage ethnique ». Au Mali des forces armées ont repris Kidal, Bamako demande à la France de l'aider à la reconquérir. L'ONU mène une enquête au Sud-Soudan concernant de probables actes de crimes contre l'humanité

La France plus riche qu'elle ne le croyait !

Les règles de la comptabilité nationale ont évolué pour adopter le SEC 2010. Ainsi, la recherche-développement n'est désormais plus considérée comme une dépense mais comme un investissement. La richesse nationale évaluée devrait ainsi augmenter de 2 à 3%. Ce changement aura aussi un impact sur notre dette publique calculée par rapport au PIB... Le nouveau mode de calcul, permet au Nigéria de se présenter comme la première économie africaine.

Le Brésil, temple du football ?

A quelques semaines du coup de sifflet qui ouvrira la coupe de football 2014 les interrogations sont nombreuses. Le Brésil est le 2ème pays émergent à l'organiser et comme souvent les travaux ne sont pas terminés, ainsi le stade de l'Arena corinthians de Sao Paulo risque de ne pas avoir de réseau de télécommunication opérationnel pour le match d'ouverture du 12 juin... ni d'aéroport relié aux réseaux de transports en commun ! La population, acquise au football, l'est moins à la copa tant les frais engagés sont jugés déraisonnables au regard de tout ce qui reste à faire pour la population. Le bus de la Seleçao a même été arrêté par des professeurs en colère... La fête de ne devrait pas être gâchée...

Le pape François pour la paix

Le pape s'est rendu à Jérusalem et a invité les dirigeants israéliens et palestiniens à invoquer Dieu pour « *le don de la paix* ». Il s'est arrêté face au nouveau « mur la honte » qui sépare israéliens et palestiniens et a prié. Mahmoud Abbas et Shimon Peres ont accepté son invitation de venir à Rome pour la Pentecôte...

Copyright Mai 2014-Degans/Diploweb.com

Plus

Point d'actualité internationale d'avril 2014

Pour ne rien manquer de l'actualité géopolitique, le mieux est de s'abonner à notre page [facebook.com/geopolitique](https://www.facebook.com/geopolitique) ou notre compte twitter.com/diploweb.

Voir une présentation d'un ouvrage auquel Axelle Degans a contribué "Les grandes questions internationales", L. Briday, A. Chaffel, P. Dallenne, A. Degans, éd. Studyrama

[Retour au Sommaire](#)

6/2014 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale de juin 2014

mardi 1er juillet 2014, par [Axelle DEGANS](#)

L'auteur :

Agrégée d'histoire, co-auteure de *Les grandes questions internationales*, éd. Studyrama 2013 et auteure du livre *Les pays émergents : de nouveaux acteurs*, Ed. Ellipses, collection CQFD, 2011. Professeure d'histoire, de géographie et de géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales au Lycée Dessaignes (Blois).

Synthèse de l'actualité internationale de juin 2014 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou finalisent un concours. Pour ne rien manquer, le mieux est de s'abonner à notre compte twitter.com/diploweb.

La Syrie des El-Assad

Sans surprise, Bachar El-Assad a remporté, avec plus de 88% des suffrages, l'élection présidentielle [en Syrie](#). L'opposition conteste ce scrutin et pendant ce temps, la guerre civile continue. Le président nouvellement élu annonce une vaste mesure d'amnistie qui devait concerner plusieurs milliers de prisonniers.

L'Irak menacé par les jihadistes

Alors que le niveau de violence a atteint, selon l'Onu, au mois mai 2014 celui de 2008 avec 800 morts, [l'Irak est victime d'une attaque jihadiste qui vise à créer un Etat islamique](#). Les jihadistes sunnites de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL) ont avancé très vite et quasiment sans combat prenant des villes comme Tikrit (ancien bastion de Saddam Hussein) et même Mossoul, l'une des plus importantes villes du pays. Cette organisation, initialement soutenue par des pays comme [le Qatar](#) ou [l'Arabie saoudite](#), particulièrement radicale contrôle désormais des territoires en Syrie comme en Irak d'Alep à Mossoul. Elle menace donc les richesses pétrolières de l'Irak, Bagdad, l'intégrité même du pays....et la stabilité régionale. La stupéfiante avancée de l'EIIL repose sur le délitement de

l'armée irakienne et plus généralement la décomposition du pays.

Les Américains ont affaibli les Sunnites et les ont mal intégrés à l'Irak post-Saddam Hussein, privilégiant les Kurdes et les Chiites maltraités sous le dictateur.

Les Kurdes ont pris le contrôle de Kirkouk pour éviter qu'elle ne tombe dans les mains des jihadistes. Cela ne fait que renforcer le constat de faiblesse du pouvoir d'Al Maliki qui organise la défense de la capitale. Le bilan de l'Irak post intervention américaine est désastreux... B. Obama se dit prêt à envoyer 300 conseillers militaires, mais ne souhaite pas envoyer de nouveau l'*US Army*, qui serait d'ailleurs mal reçue. Les Américains ont affaibli les Sunnites et les ont mal intégrés à l'Irak post-Saddam Hussein, privilégiant les Kurdes et les Chiites maltraités sous le dictateur. L'unité du pays en est sortie affaiblie, et paradoxalement un axe Washington-Téhéran pour maintenir la stabilité régionale est maintenant envisageable, pour la première fois depuis 1979.

Le premier ministre Nouri Al Maliki estime que la déstabilisation de son pays est une menace pour la paix mondiale...

Un Pakistan sous tension

Le pouvoir pakistanais organise une opération militaire dans les provinces tribales du Nord-Ouest du pays - le Waziristan - contre les Talibans qui y ont installé leurs bases. Cette opération entraîne un exode important de civils, peut-être plus de 30 000. Le pouvoir essaie de reprendre le contrôle d'une région longtemps base arrière des interventions armées en Afghanistan.

Le Nigéria, terre de terrorisme

L'Etat de Borno dans le Nord-est du pays a été le théâtre de nouvelles violences. Le groupe terroriste Boko Haram s'attaque à des villages. Il a tué une trentaine d'hommes et enlevé une soixantaine de femmes et d'enfants confirmant son pouvoir de nuisance. Il a mis en place une stratégie d'extorsion basée sur l'échange d'être humains, voire leur vente. Ces pratiques ne sont pas sans rappeler celles des razzias et de l'esclavage.

L'Union africaine se déclare préoccupée par les progrès du jihadisme en terre africaine.

Le temps des anniversaires...

Le 4 juin 1989 le pouvoir chinois réprimait dans le sang la révolte estudiantine.

Aujourd'hui, la jeunesse chinoise méconnaît largement la répression de Tiananmen qui continue pourtant de hanter l'exécutif de l'empire du Milieu.

25 ans après, le PCC continue à maintenir dans l'ombre la répression de la place Tiananmen, espérant qu'elle sombre dans l'oubli. La censure apporte-t-elle pour autant l'oubli ? Le parti communiste chinois (PCC) a fait le pari des réformes économiques - qui ont métamorphosé le pays - contre la démocratisation politique. Aujourd'hui, la jeunesse chinoise méconnaît largement la répression de Tiananmen qui continue pourtant de hanter l'exécutif de l'empire du Milieu.

Nous commémorons le 70ème anniversaire du débarquement allié en Normandie, le 6 juin 1944. Elisabeth II a été l'invitée d'honneur d'un pays qui sait ce qu'il doit aux Britanniques lors des « années noires ». La France a mis les petits plats dans les grands, multipliant les cérémonies pour ses prestigieux invités : Barack Obama, David Cameron, Vladimir Poutine... une vingtaine de chefs d'Etats parmi les 8 000 invités. Nouveauté, les victimes civiles normandes ont reçu un hommage.

F. Hollande a reçu une fin de non-recevoir concernant la négociation l'amende que devrait payer BNP-Paribas pour avoir fait des affaires avec des pays mis à l'index par Washington.

Le monde est à l'heure du Mondial sur fonds de scandale

De nombreux Brésiliens reprochent au gouvernement le coût des travaux pour accueillir cette grande messe sportive alors que tant reste à faire dans ce grand pays émergent, ou « émergé » selon Hervé Théry. Les inquiétudes ont été vives en cas d'élimination prématurée de la Seleçao.

Finalement, ce n'est pas si cher de s'offrir un Mondial...

Un parfum de scandale entoure aussi l'attribution au Qatar du Mondial de 2022. Mohammed Bin Hamman, ancien président de la confédération asiatique de

football est soupçonné d'avoir distribué des pots-de-vin. Selon le journal britannique *Sunday Times*, certains présidents de fédérations africaines ont reçu jusque 200 000 \$, ce que l'intéressé et le Qatar démentent.

L'Espagne crée la surprise

En Espagne, le roi Juan Carlos annonce son abdication au profit de son fils. La famille de ce roi malade est rattrapée par les « affaires ». La chasse à l'éléphant au Botswana et les affaires de corruption qui touchent son beau-fils et rattrapent l'infante Cristina ont fortement dégradé l'image de ce monarque d'un pays en difficulté économique. Le nouveau roi Felipe VI a juré fidélité à la Constitution le 19 juin, sans faste, les autres têtes couronnées n'y ont pas participé. C'est un roi de 46 ans à la tête d'un pays frappé par un chômage de masse, un pays dont l'unité est menacée par l'indépendantisme de la Catalogne, un pays qui s'interroge sur le bienfondé de conserver à sa tête une famille royale.

L'équipe nationale de la Roja a été éliminée dès les débuts de la coupe du monde.

L'Allemagne et la nouvelle question énergétique

L'Allemagne d'Angela Merkel a été à l'origine du paquet « énergie-climat » qui a pour objectif de promouvoir les énergies renouvelables et de diminuer les émissions de gaz à effet de serre (GES).

La Realpolitik éloigne Berlin d'un développement durable.

Au lendemain de l'incident nucléaire de Fukushima en 2011, cette même Allemagne annonce sa sortie du nucléaire pour la prochaine décennie. L'Allemagne doit préparer un nouveau mix énergétique, elle choisit de rouvrir des mines à charbon pour pallier la baisse de production de l'électricité d'origine nucléaire. Les tensions en Ukraine inquiètent les autorités allemandes qui sont sur le point d'autoriser la fracturation hydraulique pour exploiter les gaz de schistes. La Realpolitik éloigne Berlin d'un développement durable.

Un difficile équilibre politique au sein de l'Union européenne

Les élections européennes ont modifié l'équilibre interne du parlement. Les élus cherchent à se réunir en groupes parlementaires qui représentent au moins 7 pays pour pouvoir obtenir des présidences de commissions. Les Français y ont envoyé de nombreux députés frontistes qui ne sont pas parvenus à constituer un

groupe européen (les propos de l'ancien président du FN ont renforcé l'Ukip dans son refus d'une alliance avec le FN). **Le poids de la France décline au sein du parlement européen.**

Comment le Royaume-Uni peut-il à la fois prétendre sortir de l'UE - au risque d'achever ainsi l'Europe de la défense - et vouloir peser sur le choix du président de la Commission européenne ?

La nomination à la tête de la commission européenne -en remplacement de José Manuel Barroso - est l'objet de nombreuses tractations. David Cameron a affiché son refus de voir le démocrate-chrétien luxembourgeois Jean-Claude Juncker accéder à ce poste. En lui reprochant d'être trop fédéraliste, il agit pour calmer les critiques internes dans son pays où l'euroscpticisme est fort. Jean-Claude Juncker est néanmoins devenu le nouveau président de la commission européenne, ce qui isole le Royaume uni. Un pays qui agite la possibilité de quitter l'Union européenne...

Un problème structurel de gouvernance en Belgique

Les élections législatives de mai 2014 ont donné la victoire aux nationalistes flamands (N-VA), mais son leader Bart De Wever ne parvient pas à constituer un gouvernement de coalition. Il faut quand même se souvenir que le précédent gouvernement a été trouvé dans la douleur après 541 jours de négociation... Une Belgique introuvable si ce n'est pour Stromae et les diables rouges ?

La situation reste très tendue en Ukraine

La frontière ukraino-russe reste très sensible, les séparatistes en appellent ouvertement à Vladimir Poutine après avoir abattu un hélicoptère ukrainien, tuant 9 soldats. Le nouveau président ukrainien Petro Porochenko a annoncé un plan d'apaisement qui propose la mise en place d'une zone tampon de 10 km à la frontière ukraino-russe, la possibilité pour les paramilitaires russes de rentrer chez eux et un cessez-le-feu. Le bras de fer de Gazprom sur les livraisons de gaz et les multiples violences fragilisent la position de Porochenko. Le 28 juin 2014, Kiev, comme la Moldavie et la Géorgie, signe les accords d'association avec l'Union européenne, ceux-là mêmes qui sont l'objet du début de la crise ukrainienne. Ce sont des accords de libre-échange qui doivent en contrepartie amener des approfondissements démocratiques chez les partenaires de l'Union européenne. A noter, les trois pays avec lesquels l'UE vient de signer un accord d'association - Géorgie, Moldavie, Ukraine - ne sont pas souverains sur la totalité

de leur territoire. Ils sont tous pénalisés par une présence russe (Ossétie du Sud et Abkhazie, Transnistrie, Crimée, voire Ukraine orientale). [Ce qui donne à Moscou quelques points pour peser sur l'avenir de sa périphérie...](#)

Juin 2014-Degans/Diploweb.com

Plus

[Point d'actualité internationale de l'été 2014](#)

[Point d'actualité internationale de mai 2014](#)

Pour ne rien manquer de l'actualité géopolitique, le mieux est de s'abonner à notre page facebook.com/geopolitique ou notre compte twitter.com/diploweb.

Voir une présentation d'un ouvrage auquel Axelle Degans a contribué "[Les grandes questions internationales](#)", L. Briday, A. Chaffel, P. Dalenne, A. Degans, éd. Studyrama

[Retour au Sommaire](#)

7 et 8/14 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale de l'été 2014

lundi 1er septembre 2014, par Axelle DEGANS

L'auteur :

Agrégée d'histoire, notamment co-auteure de *Un monde multipolaire. Géopolitique et géoéconomie*, Coll. CQFD, Paris, Ellipses, 2014 ; et *Les grandes questions internationales*, Paris, Studyrama 2013. Professeure de chaire supérieure. Professeure d'histoire, de géographie et de géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales au Lycée Dessaignes (Blois).

Synthèse de l'actualité internationale de l'été 2014 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou préparent un concours. Pour ne rien manquer, le mieux est de s'abonner à notre compte twitter.com/diploweb.

Un été sous la tension des jihadistes

DES jihadistes, émanant d'une branche d'Al Qaida, prétendent établir un Etat islamique en Irak et au levant (EIIL). Partis de Syrie, ils progressent ensuite vers l'Irak et multiplient les exactions contre la population civile, entraînant l'exode de plusieurs centaines de milliers de personnes, notamment des chrétiens. A Bagdad, le pouvoir central affaibli par une crise politique - refus du premier ministre Al-Maliki de démissionner (il est accusé de marginaliser les sunnites) puis démission de celui-ci - est incapable de réagir au dépeçage du territoire irakien et ce sont les Perhmergas kurdes qui combattent les combattants de l'EIIL.



Carte.

**Expansion et
hypothèse
d'endiguement
de l'Etat
Islamique (été
2014)**

Carte et légende
conçues par P.
Razoux.
Réalisation C.
Bezamat-Mantes
pour
Diploweb.com

Ces jihadistes ont été capables de prendre des grandes villes comme Mossoul, ils ont menacé Kirkouk - et son pétrole - et leur chef Abou Bakr Al Baghdadi veut créer un califat. Il attire à lui des milliers de personnes, y compris des Occidentaux. Après la prise de Tikrit -ancien fief de Saddam Hussein - Bagdad est clairement menacée, Washington décide alors, avec le soutien de Paris et de Londres, de frappes aériennes pour endiguer l'avancée des jihadistes. Il s'agit aussi d'éviter de possibles « actes de génocide », les Européens envoient de l'aide humanitaire et accueillent sur leur sol des chrétiens irakiens chassés notamment de Qaraqosh. Paris et Londres décident parallèlement de livrer des armes aux Peshmergas Kurdes... pour le plus grand déplaisir d'Ankara. Les jihadistes ont déjà étendu leur mainmise sur environ un tiers du territoire syrien où l'armée de Bachar el-Assad les affronte. Ce dernier se retrouve dans le jeu géopolitique aux côtés des Kurdes... et des Occidentaux ! L'exécution d'un journaliste américain a suscité l'émoi international, et repose avec encore plus d'acuité la question du financement du mouvement jihadiste par les pétromonarchies du Golfe qui condamnent maintenant ce mouvement, comme Al Qaida.

En Libye, troisième pays pétrolier d'Afrique, le chaos menace le pays qui connaît une pénurie de carburant, d'électricité, d'eau... du fait de combats très violents entre milices. Les jihadistes se renforcent, ils ont pris une base militaire près de Benghazi. De nombreuses ambassades ont été contraintes d'évacuer leurs employés, recommandant aux expatriés de quitter le pays. Le parlement siège, pour la première fois depuis les élections, à Tobrouk. Après l'opération Serval, l'armée française entame l'opération Barkhane pour lutter contre le terrorisme dans le Sahel et le Sahara.

Une nouvelle guerre au Proche-Orient

Tsahal et le Hamas s'affrontent une nouvelle fois dans la bande de Gaza. Les

bombardements succèdent aux tirs de roquettes, puis Israël mène une offensive terrestre. Après plusieurs trêves interrompues, un cessez-le-feu « illimité » et la fin du blocus de la bande de Gaza sont annoncés au Caire le 26 août 2014. Tsahal revendique une victoire pour la sécurité d'Israël et l'affaiblissement du commandement du Hamas, ce dernier la fin du blocus. Cette guerre, « *bordure protectrice* » a fait plus de 2 000 morts côté palestinien et près de 70 côté israélien.

L'Égypte a retrouvé, lors de ce conflit, un rôle important de médiateur. Le Caire renoue ici avec une tradition, après s'être effacé de la scène internationale lors « du printemps arabe ».

L'Ukraine toujours dans les affres de la guerre civile

Les séparatistes tiennent toujours la partie orientale de l'Ukraine, dont la ville de Donetsk soumise aux tirs d'artillerie de l'armée ukrainienne. Les séparatistes, voire les Russes, ont abattu un avion civil de *Malaysia Airlines* provoquant la mort de 295 personnes. L'ONU a demandé une enquête internationale.

Le rôle de Moscou lui vaut un durcissement des sanctions économiques à son égard, Vladimir Poutine décide alors d'un embargo sur toute une série de produits en provenance de l'Europe occidentale (fruits, légumes, fromages et autres produits laitiers, viande), ce qui provoque l'émoi des producteurs et la réaction de Bruxelles pour éviter une chute des cours. Angela Merkel s'est rendue à Kiev pour promettre de substantielles aides, mais freine ses alliés européens qui souhaitent des sanctions plus fortes vis-à-vis de la Russie.

Mort d'Edouard Chevardnadze

Cet ancien président géorgien est aussi connu pour avoir été l'emblématique ministre des affaires étrangères de Mikhaïl Gorbatchev. Il est aussi l'homme qui a mis en œuvre la perestroïka, la politique de « restructuration » soviétique sous Gorbatchev.

Les mandats européens sont renouvelés suite aux élections du mois de mai 2014

L'Union européenne se dote d'un nouvel exécutif avec Jean-Claude Juncker qui prend la tête de la Commission européenne, à laquelle il doit donner un nouveau lustre. Martin Schulz est quant à lui réélu président du parlement européen.

De nouvelles élections

En Turquie Recep Erdogan a été élu au premier tour des élections présidentielles pour un mandat de 5 ans. Il a obtenu près de 52% des suffrages exprimés. Il nomme premier ministre Ahmed Davutoglu, un ami fidèle.

En Indonésie, les élections présidentielles portent au pouvoir Joko Widodo (appelé « Jokowi »), un homme d'origine modeste, le gouverneur de Jakarta depuis 2012. Il donne la priorité à la lutte contre la pauvreté.

En Afghanistan Abdullah Abdullah refuse de reconnaître l'avance de son rival, Ashraf Ghani, aux élections présidentielles, l'actuel président Hamid Karzaï a fixé pour date butoir pour la désignation du président le 2 septembre. Cette crise politique fragilise beaucoup le processus de transition démocratique et fait craindre à certains le spectre de la guerre civile, à d'autres un retour en force des talibans.

Une Afrique frappée par Ebola...

C'est une fièvre hémorragique - dont le taux de mortalité avoisine les 90% - qui s'est développée au Sierra Leone, au Libéria, en Guinée puis s'est étendue au Nigéria - géant démographique africain - et à la République démocratique du Congo. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a décrété l'« *urgence de santé publique de portée internationale* ». Il faut savoir qu'il n'existe pas de vaccin, et même de traitement à ce jour pour lutter contre cette pandémie. Ebola a désormais provoqué la mort de près de 1 500 personnes, les Etats-Unis ont testé un sérum pour lutter contre cette terrible maladie qui suscite une vraie psychose.

... mais courtisée

Washington organise un sommet où sont invités 50 pays africains pour renouveler un traité de libre-échange transatlantique. Ce continent présente les meilleures opportunités de croissance pour les décennies à venir, plus de 5 % en 2014 pour l'Afrique subsaharienne selon la Banque mondiale. Les Etats-Unis d'Obama s'affirment face à la présence chinoise accrue sur ce continent (plus d'un million de personnes et d'importants capitaux) et l'intérêt grandissant des pays émergents comme l'Inde et le Brésil.

Le Cambodge fait le procès de ses bourreaux

Un tribunal spécial, composé de magistrats cambodgiens et internationaux, juge les derniers responsables khmers rouges en vie. Ils ont terrorisé leur pays entre

1975 et 1979 et assassiné au nom de leur idéologie 25% de sa population, environ 2 millions de personnes. Pol Pot est mort sans avoir été jugé, mais Nuon Chea, l'idéologue ou « frère n°2 », et Khieu Samphan, le chef de l'Etat du Kampuchéa démocratique, ont été reconnus coupables de crimes contre l'humanité et condamnés à la prison à vie. Le Cambodge panse ses plaies.

Les Etats-Unis n'en ont pas fini avec les tensions raciales

Mickaël Brown, un jeune noir de 18 ans, a été abattu par un policier à Ferguson, une banlieue de Saint-Louis ce qui a déclenché plusieurs jours d'émeutes dans cette région du Missouri, et l'émoi de toute une partie de la population américaine.

La France change de gouvernement

Après les critiques explicites formulées par les ministres A. Montebourg et B. Hamon vis-à-vis de la politique économique du gouvernement de M. Valls, le premier ministre a présenté au président François Hollande la démission de son gouvernement, moins de 5 mois après sa constitution. Les ministres de la culture, de l'éducation et de l'économie ont fait savoir qu'ils ne souhaitent pas être reconduits dans leur fonction. La marge du premier ministre - à qui sont reprochés les mauvais chiffres économiques tombés au mois d'août - est étroite pour former un nouveau gouvernement et avoir une nouvelle majorité. Cette crise politique inquiète nos partenaires européens, en l'Allemagne : *Das Bild*, du 25 août 2014, titre « *Regierungs-Chaos in KRANKreich* »

Copyright Août 2014-Degans/Diploweb.com

Point d'actualité internationale de septembre 2014

Point d'actualité internationale de juin 2014

[Retour au Sommaire](#)

9/2014 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale de septembre 2014

mercredi 1er octobre 2014, par [Axelle DEGANS](#)

L'auteur :

Agrégée d'histoire, notamment co-auteure de *Un monde multipolaire. Géopolitique et géoéconomie*, Coll. CQFD, Paris, Ellipses, 2014 ; et *Les grandes questions internationales*, Paris, Studyrama 2013. Professeur de chaire supérieure. Professeure d'histoire, de géographie et de géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales au Lycée Dessaignes (Blois).

Synthèse de l'actualité internationale de septembre 2014 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou préparent un concours. Pour ne rien manquer, le mieux est de s'abonner à notre compte twitter.com/diploweb.

Un nouveau président pour l'Afghanistan

L'Afghanistan sort enfin d'une crise politique qui dure depuis cet été. Asharf Ghani est finalement reconnu vainqueur des élections présidentielles après avoir signé un accord de partage du pouvoir avec son challenger Abdullah Abdullah.

Une période bien délicate à de nombreux égards.

Cette victoire est proclamée sans score, Abdullah s'y est opposé, ce qui en amoindri sa portée. L'après Karzaï s'annonce comme une période bien délicate à de nombreux égards. Un accord bilatéral de sécurité doit fixer les modalités de la présence américaine sur le sol afghan, le nouveau président doit trouver un modus vivendi avec les talibans. Des défis de taille avec un exécutif bicéphale entre le nouveau président et celui qui a de facto le poste de premier ministre. Une situation encore bien complexe pour l'Afghanistan.

Le Yémen au point de déséquilibre

Les rebelles chiites - les houtis - et les sunnites du parti islamiste El-Islah s'affrontent violemment jusque dans la capitale Sanaa. Le Yémen vit dans l'après « printemps arabe » qui a chassé du pouvoir le président Ali Abdallah Saleh. Les tribus semblent plus puissantes que jamais, et si les Nations Unies ont réussi à imposer un cessez-le-feu pour éviter un bain de sang dans la capitale, rien n'a été réglé. Les partisans de l'ancien président ont noué une alliance très étonnante avec les chiites contre les islamistes.

Une situation toujours très confuse en Syrie

L'offensive des jihadistes de l'organisation de l'Etat islamique dans la région de la ville de Ayn al-Arab (Kobané pour les Kurdes) a provoqué l'exode de milliers de Kurdes vers la Turquie. Cette organisation fait régner la terreur dans les territoires dont elle fait la conquête assassinant les hommes et vendant les femmes comme esclaves sexuelles. Les populations civiles qui le peuvent fuient leur avancée.

Une nouvelle guerre internationale en Irak ?

Les Américains sont à la tête d'une coalition internationale - comprenant des pays musulmans et non-musulmans, arabes et non arabes, mais pas l'Iran - pour affronter l'organisation de l'Etat islamique du Levant qui a conquis toute une partie du territoire irakien et y fait régner la terreur. Les premières frappes aériennes ont été menées par les Américains puis les Français à partir de leur base d'Al Dhafra aux Emirats arabes unis. Les Occidentaux ne souhaitent pas engager des troupes au sol, cette option est-elle vraiment réaliste ?

Ces jihadistes menacent clairement la France ainsi que les pays qui participent à la coalition de représailles sanglantes. Les images diffusées sur le Net, des assassinats de deux journalistes américains et d'un touriste français sont annoncées comme n'étant que le début d'une longue liste.

Comment améliorer la résilience de la société française alors que les risques augmentent ?

L'assassinat du touriste français est l'œuvre d'un groupe terroriste algérien rallié à l'organisation de l'Etat islamique.

Le Proche-Orient n'est pas la seule région touchée par le jihadisme : le Maghreb et le Nigeria où Boko Haram multiplie les exactions. En Somalie, le chef des Shebabs, Ahmed Abdi « Godane » a été « très probablement » été tué par un raid

des forces spéciales américaines.

Un cessez-le feu à Gaza

Après une guerre d'une cinquantaine de jours, un cessez-le-feu « illimité » a été accepté par les Palestiniens et Israël. Gaza est en partie en ruine, le bilan humain est lourd (plus de 2 000 morts côté palestinien et 70 côté israélien)... l'intransigeance des deux camps y est pour beaucoup.

Ebola : près de 3000 morts...

Cette terrible épidémie continue à sévir en Afrique de l'Ouest et met en danger non seulement les populations mais aussi leur économie et donc leur capacité à s'en relever à terme. Elle a fait près de 3 000 morts, sa létalité est d'environ 50%.

Coup d'Etat au Lesotho

Ce petit pays d'Afrique australe vient de connaître un coup d'Etat organisé par l'armée. Ce pays très pauvre, entièrement enclavé dans son grand voisin sud-africain, est au cœur d'une lutte de pouvoir entre les factions de son armée. Le premier ministre a trouvé refuge à Pretoria et demande une aide internationale.

En Côte d'Ivoire, les audiences commencent après la guerre civile

La Côte d'Ivoire a connu une période très troublée dans la première décennie du XXIème siècle, il s'agit aujourd'hui de recueillir la parole des victimes mais aussi des bourreaux. Ce pays doit panser ses plaies pour mieux penser à l'avenir et œuvrer à la réconciliation nationale.

Des manifestations en Chine : Hong Kong manifeste pour la démocratie

L'organisation démocrate hongkongaise Occupy Central with Love and peace menace de paralyser le centre des affaires hongkongais après que Pékin affiche sa volonté de contrôler les élections en choisissant les candidats, ce qui relativise leur « caractère démocrate ».

Les étudiants rejoignent à leur tour le mouvement de contestation, de plus en plus violent.

Une recomposition diplomatique en Asie entre Japon, Chine et Inde ?

Le Japon a accueilli le nouveau premier ministre indien Narendra Modi pour une visite officielle lors de laquelle les deux pays se sont mis d'accord pour développer leurs échanges commerciaux - ils n'ont pas dépassés les 16 milliards de dollars en 2013 - mais aussi pour mettre sur pied une coopération militaire. Le Japon va davantage diriger ses IDE vers l'Union indienne. Ce rapprochement est à resituer dans un contexte de grande tension avec le voisin chinois.

Les Chinois sont vivement intéressés par le grand marché indien...

L'Inde accueille le président chinois Xi Jinping, mais cette entrevue a été en partie gâchée par les différents frontaliers. Des soldats chinois seraient entrés sur le territoire indien dans la région himalayenne de Ladakh. Pékin a promis 20 milliards de dollars d'investissement à New Delhi qui peine à moderniser ses infrastructures, les Chinois sont vivement intéressés par le grand marché indien... mais pas au point de soutenir la candidature de leur voisin pour l'obtention d'un poste de membre permanent au conseil de sécurité de l'ONU.

Les désillusions des Abenomics

Le premier ministre nippon Shinzo Abe a lancé une politique ambitieuse de relance - les Abenomics - pour sortir son pays de la déflation. La consommation des ménages a fléchi cet été et l'endettement public progresse sans que le Japon n'obtienne des résultats probants.

L'Europe face au spectre de la déflation

Le mois d'août 2014 a été pour la zone euro un mois d'une inflation historiquement basse à 0,3%.

La France serait passée dans une « culture déflationniste ».

La Banque centrale européenne (la BCE) a assoupli sa politique pour relancer l'investissement. La France - la deuxième économie de la zone euro - enregistre cependant une **croissance nulle** pour le 2ème trimestre 2014 alors que l'Italie - troisième économie de la zone euro - est en récession. Une étude de Publicis conclut que la France est passée dans une « culture déflationniste » en cherchant

à acheter moins cher.

Le renouvellement à la tête de l'Europe communautaire

Après Jean-Claude Juncker et Martin Schultz, le polonais et libéral Donald Tusk sera à la tête de conseil européen. Lady Ashton, à la tête de la diplomatie européenne, sera quant à elle remplacée par l'italienne Federica Mogherini.

L'Europe communautaire tentée par le régionalisme

L'Ecosse a organisé un referendum historique sur son indépendance. La campagne a laissé planer le doute sur les résultats du scrutin, et finalement l'Ecosse reste dans le giron britannique mais David Cameron a promis de déléguer davantage de prérogatives aux différentes nations -Ecosse, Irlande du Nord, pays de Galles et Angleterre - au détriment du pouvoir central. Les Catalans réclament à leur tour une « consulta » pour obtenir leur indépendance.

Les résultats du scrutin écossais étaient attendus avec impatience et inquiétude par Madrid et Bruxelles. L'Europe est menacée par le repli sur soi et l'émiettement.

Les élections en Suède portent les sociaux -démocrates au pouvoir...

Le centre-droit de Frederik Reinfeldt a perdu les élections après 8 années au gouvernement. L'extrême-droite - Démocrates de Suède - devient la troisième force politique.

... en Allemagne montée en puissance des eurosceptiques

Les élections régionales en Thuringe et dans le Brandebourg ont vu le parti Alternative pour l'Allemagne remporter plus de 10% des suffrages. Ce parti surfe sur la peur des Allemands face à la situation en Europe.

Kiev se rapproche de l'Union européenne

Après avoir signé un accord de libre échange avec Bruxelles, accord qui entrera en vigueur en 2015, le président ukrainien, Petro Porochenko, ferme de façon provisoire sa frontière avec la Russie et **annonce son attention de déposer d'ici 6 ans la candidature de son pays à l'entrée dans l'Union.** La situation reste très tendue et difficile à décrypter.

Réunion du G20 des finances à Cairns

Le secrétaire américain au Trésor - Jack Lew - demande aux européens de faire plus d'efforts pour « mener son économie là où elle devrait être », l'Allemagne est particulièrement sollicitée. La faible croissance européenne pèse sur la croissance économique mondiale.

Conférence des Nations unies sur le climat

Il s'agit de préparer un accord international pour 2015. La France annonce qu'elle versera 1 milliard de dollars sur 4 ans au « fond vert » pour aider les pays pauvres à réduire leurs émissions de CO2. Les grandes villes réunies dans le C40 Cities Climate Leadership group annoncent qu'elles feront des efforts dans ce sens. Pékin y est incité par la colère de ses concitoyens face à la pollution atmosphérique devenue réellement problématique.

Copyright Septembre 2014-Degans/Diploweb.com

Point d'actualité internationale d'octobre 2014

Point d'actualité internationale de l'été 2014

[Retour au Sommaire](#)

10/2014 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale d'octobre 2014

samedi 1er novembre 2014, par [Axelle DEGANS](#)

L'auteur :

Agrégée d'histoire, notamment co-auteure de *Un monde multipolaire. Géopolitique et géoéconomie*, Coll. CQFD, Paris, Ellipses, 2014 ; et *Les grandes questions internationales*, Paris, Studyrama 2013. Professeur de chaire supérieure. Professeure d'histoire, de géographie et de géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales au Lycée Dessaignes (Blois).

Synthèse de l'actualité internationale d'octobre 2014 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou préparent un concours. Pour ne rien manquer, le mieux est de s'abonner à notre compte twitter.com/diploweb.

Elections

Au [Brésil](#) Dilma Rousseff a été réélue avec 51,45% des voix face à son adversaire Aécio Neves, une élection bien plus disputée que le chef de l'Etat ne l'aurait souhaité, à l'image d'[un Brésil dont la croissance ralentit](#).

En Bolivie, Evo Morales a été réélu avec aisance - 61 % des voix - pour un troisième mandat à la tête de son pays, il dispose également d'une majorité au parlement.

Les élections législatives en [Tunisie](#) sont remportées par Nidaa Tounes, parti non-islamiste. Ennahda a reconnu la victoire de son rival.

[En Ukraine](#), les élections législatives donnent l'avantage aux pro-occidentaux. Les élections ne concernent que la partie du territoire non tenue par [les insurgés pro-russes](#). [Poutine](#) reconnaît ses élections pour mieux soutenir celles de la zone rebelle qui n'a pas participé aux premières.

[La Belgique](#) s'est enfin dotée d'un gouvernement composé autour de 4 partis. Quatre mois après les élections législatives se constitue un gouvernement de droite autour du parti nationaliste flamand (N-VA), les Libéraux, les chrétiens-

démocrates - trois partis flamands- et le Mouvement réformateur de Charles Michel, seul parti francophone. Une configuration que seule la Belgique peut trouver...

En Indonésie le gouvernement de Joko Widodo, le premier à n'avoir aucun lien avec le dictateur Suharto, est entré en fonction un trimestre après les élections.

Pandémie d'Ebola

Plus de 10 000 personnes ont été infectées et près de 5 000 en sont mortes, faute d'un accès assez rapide aux soins (notamment de solution de réhydratation). Les premiers cas d'Ebola ont été enregistrés en Europe (des personnes ayant contracté la maladie en Afrique de l'Ouest) et aux Etats-Unis, ces pays optent pour des contrôles aux aéroports.

Une Europe sous tension

Après la modification du calcul du PIB, sur lequel se fonde la contribution de chaque pays au budget de l'Union, le Royaume-Uni doit (d'après les premiers calculs) augmenter sa contribution d'environ 2 milliards d'euros (en raison de sa meilleure santé économique), D. Cameron s'y oppose fermement rappelant ainsi le « *I want my money back* » de M. Thatcher.



Carte. UE-28 Taux de croissance du PIB réel en volume, 2013.

Variation par rapport à l'année précédente (%).
Cliquer sur la carte pour l'agrandir.

Cette annonce a lieu juste après le referendum écossais sur son maintien au sein

du Royaume Uni et dans le contexte du Brexit, c'est-à-dire de la question du maintien de Londres dans l'Union européenne, puisque la clause de l'« *opting out* » permet désormais de s'en dégager.

La Commission européenne a maintenant un droit de regard sur les budgets nationaux.

La Commission européenne rappelle à l'ordre la France (déficit prévu de 4,3% du PIB en 2015 et pas de respect du Pacte de stabilité en 2017) et l'Italie (déficit prévu de 2,9% en 2015 mais pas de respect du Pacte de stabilité avant 2017), le budget qu'elles ont proposé ne leur permet pas de tenir leurs engagements en matière de taux d'endettement. Depuis 2013, la Commission européenne - pour éviter qu'une faillite d'un membre de la zone euro ne se produise - a un droit de regard sur les budgets nationaux. Les protestations des gouvernements de Manuel Valls et Matteo Renzi ont une vocation interne pour donner des gages à leur majorité politique (en France les frondeurs mettent le PS sous tension) comme à leurs électeurs. Ces nouvelles règles de gouvernance ont pourtant été acceptées par les membres de la zone euro, y compris la France et l'Italie. Le refus par ces derniers de la politique d'austérité se fonde sur les remarques d'économistes comme J. Stiglitz, prix Nobel d'Economie, qui enjoignent l'Europe communautaire à faire preuve de moins de rigueur pour éviter une déflation qui serait dommageable pour tous. L'Europe nourrit en son sein un euroscepticisme déjà en vogue comme le montre les dernières élections européennes de mai 2014. Un jeu dangereux, si jeu il y a...

Europe, citadelle assiégée ?

L'Europe est face à un flot d'immigration sans précédent (plus de 130 000 clandestins depuis le début de l'année 2014), et son cortège de drames : plus de 3000 personnes ont péri en Méditerranée en 2014, un « cimetière à ciel ouvert » selon L. Fabius. L'Italie, et singulièrement Lampedusa, peine à y faire face et demande une aide à Bruxelles pour financer l'opération « *Mare nostrum* » (elle a porté secours à 150 000 personnes en Méditerranée) qui lui coûte près de 10 millions d'euros par mois. La polémique enfle car les Britanniques (ils ne sont pas les seuls) estiment que ces sauvetages en mer encouragent toujours davantage de migrants à traverser clandestinement la Méditerranée. L'Europe communautaire propose de mettre en place l'opération Triton qui relève plus d'un contrôle de frontières.

Se pose donc avec une acuité accrue le sauvetage en mer, mais aussi le devenir

de ces dizaines de milliers d'immigrants passés essentiellement par l'Afrique (mais aussi par la Turquie). L'Italie, l'Espagne et la Grèce ne sont souvent que des pays de transit, ces flux se dirigent d'abord vers le Royaume Uni - Calais est désespérée face à plus de 2 000 migrants qui campent dans le centre-ville - et vers l'Allemagne où les centres d'accueil sont débordés, ainsi plus de 20 000 Syriens ont demandé l'asile. La Bavière s'inquiète de la situation humanitaire dans ces centres à la veille de l'hiver. Les tensions sont fortes, il faut mener une vraie réflexion à l'échelle de l'Europe sur la politique migratoire.

Essoufflement de la révolte à Hong Kong

La rébellion pro-démocratique hongkongaise, qui a commencé en septembre 2014, décroît. Après des heurts violents avec la police, des négociations se sont ouvertes entre les autorités et les manifestants aux parapluies.

Elle inquiète profondément Pékin.

L'offensive de jihadistes nous renvoie à nos tourments

La ville kurde de Kobané présente une résistance acharnée face à l'avancée de Daech. La coalition mène des frappes aériennes mais les combats se font surtout rue par rue. L'attitude de la Turquie, membre fondateur de l'OTAN, qui se présente comme un modèle d'alliance de l'Islam avec la modernité, est critiquée car Ankara a accepté un échange de prisonniers pour faire libérer ses otages, a refusé dans un premier temps de prêter ses bases aériennes, et aujourd'hui regarde, presque impassible, la guerre depuis ses frontières. Les tensions sont très fortes dans le pays, la population kurde reprochant à Erdogan sa non-intervention, alors que les camps de réfugiés se développent. Dans le même temps Daech vend ses otages yézidis comme esclaves, cette guerre de razzia n'est pas sans rappeler ce qui se passait dans la région... lors de l'Antiquité. Un recul effrayant.

Au Liban, Daech s'est attaqué aux positions du Hezbollah chiite libanais à Ersal.

Le Nord du Mali n'est toujours pas sécurisé, les jihadistes y ont mené toute une série d'attaques et Bamako a demandé un renfort de la Minusma (force de l'ONU présente au Mali).

Le Canada a été victime d'un attentat terroriste qui a touché très symboliquement le parlement d'Ottawa, apparemment perpétré par un candidat au jihadisme. Il a provoqué un réflexe sécuritaire en Amérique du Nord.

Boko Haram suscite une alliance contre lui

Le Nigéria, le Niger, le Cameroun, le Tchad se sont réunis à Niamey pour mettre sur pied une force commune, de 700 hommes, pour lutter contre les méfaits de Boko Haram. Les annonces de cessez-le-feu et de libération sur fonds de campagne électorale au Nigéria ne sont pas suivies d'effet...

Le prix du baril de pétrole est en baisse

Cette baisse du prix du pétrole s'explique par le ralentissement de la croissance économique mondiale, en Europe, au Japon mais aussi et surtout en Chine.

Le prix du Brent à Londres oscillait entre 107 \$ début janvier 2014 et 115 \$ le 19 juin 2014, mais depuis le prix baisse pour atteindre désormais 85 \$ le baril. Le même phénomène s'observe sur la place new-yorkaise. Pourquoi ? Les réponses sont multiples et à chercher du côté de l'offre et de la demande. Tout d'abord cette baisse s'explique par le ralentissement de la croissance économique mondiale, en Europe, au Japon mais aussi et surtout en Chine, la demande de pétrole se contracte donc. D'un autre côté le marché est devenu offreur puisque les Etats-Unis produisent davantage de pétrole. Cette baisse du prix du pétrole handicape les pays producteurs dont l'économie en est très dépendante, comme la Russie.

Un rééquilibrage économique en Chine ou un atterrissage de son économie ?

La croissance économique chinoise ralentit, à 7,3% sur les quatre derniers trimestres. Une croissance qui fait rêver en Europe mais qui inquiète à Pékin, d'autant que le marché immobilier montre de réels signes de faiblesse. Les autorités assouplissent le crédit pour soutenir la consommation. Il est vital pour Pékin d'avoir une croissance suffisamment robuste pour maintenir une stabilité intérieure, éviter les forces centrifuges et jouer l'apaisement social. La Chine sortirait-elle de l'émergence pour devenir un pays « émergé » comme H. Théry qualifie le Brésil aujourd'hui ?

Après avoir annoncé cet été la naissance d'une « banque des BRIC's », la Chine porte sur les fonds baptismaux une nouvelle « banque asiatique d'investissement dans les infrastructures ». Son objectif avoué est de concurrencer les instances financières internationales. Ce projet réunit plus de 20 pays dont l'Inde, le Qatar

ou le Vietnam, mais pas la Corée du Sud. Une nouvelle page dans l'affirmation de la puissance chinoise ?

L'écologie, une préférence européenne

Le parlement français a adopté la loi sur la transition énergétique qui doit amener à une économie bas-carbone par le développement des énergies renouvelables et l'amélioration de l'efficacité énergétique. Son financement n'est pas complètement prévu.

L'écotaxe a été suspendue en France par Ségolène Royal qui ne veut pas d'une « écologie punitive ».

Les 28 pays européens s'engagent à baisser de 40% leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2030...

Un accord non contraignant a été conclu sous la présidence d'Herman von Rompuy. Les 28 pays européens s'engagent à baisser de 40% leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2030 par rapport à 1990, à augmenter la part des énergies non renouvelables à 27% et toujours d'ici 2030 gagner 27% en efficacité énergétique. L'Europe continue à exercer un leadership dans le domaine de l'écologie, il suscite plus de polémiques internes, surtout à l'heure où les finances des pays européens sont sous tension.

La France distinguée par le prix Nobel

L'écrivain Patrick Modiano a reçu le prix Nobel de littérature, alors que le français Jean Tirole a reçu celui d'économie.

Le prix Nobel de la paix a été décerné conjointement à la jeune pakistanaise de 17 ans, Malala Yousafzai, et à l'indien Kkailahs Satyarthi pour leur action en faveur des enfants. La paix est sérieusement malmenée en 2014, il est difficile de trouver un symbole plus fort.

Le prix Nobel de physique récompense les inventeurs de la lampe LED... à économie d'énergie.

Copyright Octobre 2014-Degans/Diploweb.com

Point d'actualité internationale de novembre 2014

Point d'actualité internationale de septembre 2014

[Retour au Sommaire](#)

11/2014 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale de novembre 2014

dimanche 30 novembre 2014, par [Axelle DEGANS](#)

L'auteur :

Professeur de chaire supérieure. Agrégée d'histoire, notamment co-auteure de *Un monde multipolaire. Géopolitique et géoéconomie*, Coll. CQFD, Paris, Ellipses, 2014 ; et *Les grandes questions internationales*, Paris, Studyrama 2013. Professeure d'histoire, de géographie et de géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales au Lycée Dessaignes (Blois).

Synthèse de l'actualité internationale de novembre 2014 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou préparent un concours. Pour ne rien manquer, le mieux est de s'abonner à notre compte twitter.com/diploweb.

Un coup d'Etat au Burkina Faso

BLAISE COMPAORE au pouvoir depuis 1987 (après avoir réussi un putsch) a dû quitter précipitamment son pays. L'annonce de son projet de modifier la constitution afin de se représenter en 2015 a entraîné une forte contestation populaire demandant son départ. L'armée reprend alors le pays en main et après une courte période de flou, le lieutenant-colonel Isaac Zida s'est proclamé chef d'Etat à titre provisoire. Blaise Compaoré s'est réfugié en Côte d'Ivoire, où il a aidé Alassane Ouattara à accéder au pouvoir. Le diplomate Michel Kafando, un civil, devient le président par intérim en attendant la tenue de nouvelles élections, Zida est nommé premier ministre.

Une présidence par intérim en Zambie ...

La mort du président Michel Sata (77 ans) provoquera la tenue d'élection au début 2015, en attendant le vice-président - Guy Scott- occupe les fonctions présidentielles. Il est le premier homme politique blanc à occuper une fonction politique de telle envergure depuis Frederick de Klerk en Afrique du Sud.

...mais la continuité reste de mise au Mozambique

Cette ancienne colonie portugaise d'Afrique australe s'est forgée dans une longue guerre d'indépendance notamment portée par le parti Frelimo. Ce dernier est au pouvoir depuis 1975, sans discontinuer, et le sera encore pour 5 ans avec la victoire de son candidat Filipe Nyusi. Son adversaire - qui a remporté plus du tiers des voix exprimées - réclame un partage du pouvoir et une meilleure redistribution des richesses d'un pays rentier qui vient de découvrir de nouveaux gisements de gaz, qui en font un « petit Qatar » (C. Fournet- Guérin). Plus de la moitié de la population est très pauvre ce qui génère des tensions sociales et politiques avec le RENAMO.

Le Nigéria face à Boko Haram

Début 2004 cette organisation, qui refuse l'éducation, a enlevé quelques 200 jeunes filles scolarisées que le gouvernement de Johnathan Goodluck n'a pas réussi à libérer, malgré la mobilisation des mères. Boko Haram, qui vient d'annoncer leur « mariage », utilise les mêmes pratiques que Daech, la vente d'êtres humains, en particulier les femmes. Il revendique plusieurs attentats suicide au cours du mois de novembre.

Un Barack Obama désavoué

Le monde risque de vivre le leadership d'un président américain exténué.

Les élections de Mid-Terms ont été perdues par les démocrates qui ne contrôlent désormais aucune des deux chambres du Congrès américain. C'est un terrible désaveu du président B. Obama qui a pourtant réussi à faire baisser le taux de chômage à moins de 6%, grâce à une croissance à plus de 3% au troisième trimestre 2014, tout en ayant mis en place l'Obamacare. Les Américains ne ressentent pourtant pas un retour de la prospérité.

Le monde risque de vivre le leadership d'un président américain exténué.

L'Allemagne, 25 ans après la chute du mur de Berlin ...

On peut affirmer en 2014, un quart de siècle après la chute du mur de Berlin que l'Allemagne a réussi sa réunification, elle se considère comme une « gagnante » de la mondialisation, Angela Merkel incarne un leadership européen, ce que trahit le choix de Donald Tusk comme président du Conseil européen. En Roumanie, le

premier ministre sortant Victor Ponta, favori, a perdu les élections face à Klaus Iohannis... issu de la minorité allemande.

... mais il reste d'autres murs

Les murs se multiplient dans un monde interconnecté et relié par des flux croissants : entre l'Inde et le Bangladesh, l'Inde et le Pakistan, les Etats-Unis et le Mexique. Un autre mur sépare Israël des Palestiniens... l'Europe tente de mettre en place un mur en Méditerranée... en plus de ceux de Ceuta et Melilla.

Un Japon en panne

Les « Abenomics », la politique économique de Shinzo Abe, n'ont pas sorti le Japon de l'ornière. L'archipel est officiellement en récession, le gouvernement n'augmentera donc pas la TVA comme prévu.

La Francophonie à l'honneur

Une francophonie bien vivante et dynamique.

La haïtienne Yanick Lahens a remporté le prix Femina pour son livre *Bain de lune*. Elle représente une francophonie bien vivante et dynamique. L'Organisation internationale de la francophonie estime à 274 millions de francophones (contre 220 il y a seulement 4 ans) le nombre de locuteurs de la langue de Molière. Le Français est ainsi la cinquième langue la plus parlée du monde (après le mandarin, l'anglais, l'espagnol et l'hindi), il est porté par la croissance de l'Afrique francophone. Il n'en reste pas moins que notre langue est sévèrement concurrencée par l'anglais.

Une Europe de l'Ouest sur la défensive...

Certains économistes craignent que l'Europe ne suive le Japon sur l'inquiétant chemin de la déflation, y compris l'Allemagne d'Angela Merkel. L'Union européenne a une croissance atone, elle est endettée (à des niveaux différents) et les membres de l'Eurogroupe doivent faire preuve d'une certaine rigueur budgétaire, pour respecter les critères de Maastricht. Cela se traduit par la politique du « toujours moins », surtout en France habituée à d'importants transferts sociaux : la baisse du quotient familial et des allocations familiales met fin à l'universalité de ces prestations au détriment des classes moyennes et moyennes supérieures.

Plus de 7000 personnes sont en OPEX (Mali, Centrafrique...)

La Défense, alors que plus de 7000 personnes sont en OPEX (Mali, Centrafrique...) doit de nouveau se serrer la ceinture.... Les pays méditerranéens, dans le même temps, s'inquiètent de la recrudescence des flux migratoires qui traversent la Méditerranée. La Cour de justice de l'Union européenne vient de rendre arrêt contre le « tourisme social ». Les membres de l'Union ne sont pas tenus de verser des prestations à des étrangers qui ne sont pas en recherche d'emploi. La libre circulation intra-européenne commence à être remise en question par des pays comme le Royaume-Uni. De nouveaux murs en perspective ?

Tous ces signes concordants témoignent des difficultés en Europe, alors que la concurrence se fait de plus en plus vive y compris dans des domaines d'excellence de l'Europe. Ainsi, l'A350, un avion gros porteur d'Airbus, sera probablement concurrencé à l'horizon 2020-30 par un challenger russo-chinois que l'on peut imaginer moins cher. Des critiques se sont élevées contre Jean-Claude Juncker qui a permis, alors qu'il était à la tête du Luxembourg, à de grands groupes d'y domicilier leur siège social, dynamisant ainsi le dumping fiscal à l'intérieur de l'Europe.

... A l'Est une situation dans l'impasse...

L'Est de l'Ukraine, en particulier la région de Donetsk, demeure l'épicentre de très fortes tensions. Les séparatistes, qui ont l'appui de Moscou, maintiennent la pression sur Kiev.

Moscou commence à pâtir des sanctions économiques imposées par les Occidentaux, la fuite des capitaux est significative, l'inflation dépasse les 8% en raison de la chute du rouble de plus du quart de sa valeur vis-à-vis du dollar depuis le début 2014. L'économie russe est aussi pénalisée par la baisse du cours des hydrocarbures qui diminue d'autant ses rentrées.

Vladimir Poutine a quitté un peu prématurément le G20 de Brisbane en raison d'un accueil glacial.

... mais de nouvelles perspectives en Asie

La Chine a été l'hôte du forum de l'APEC (l'Association de coopération Asie-Pacifique), qu'elle a su accueillir en grande pompe, une mise en scène de son « soft power », pour convaincre de son « émergence pacifique », mais pas

seulement. En fait le leadership régional se joue lors de ce forum. Un Japon fatigué, des Etats-Unis qui proposent la négociation d'un vaste accord de libre-échange transpacifique (TPP) tout en essayant de contenir l'affirmation d'une Chine, qui se présente comme l' « empire du Milieu » de l'Asie, et une Russie qui condamnée par les Occidentaux se tourne davantage vers sa façade pacifique et asiatiques. La Chine, nouveau cœur de l'APEC ?

Copyright Novembre 2014-Degans/Diploweb.com

Point d'actualité internationale de décembre 2014

Point d'actualité internationale d'octobre 2014

[Retour au Sommaire](#)

12/2014 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale de décembre 2014

jeudi 1er janvier 2015, par [Axelle DEGANS](#)

L'auteur :

Professeur de chaire supérieure. Agrégée d'histoire, notamment co-auteure de *Un monde multipolaire. Géopolitique et géoéconomie*, Coll. CQFD, Paris, Ellipses, 2014 ; et *Les grandes questions internationales*, Paris, Studyrama 2013.

Professeure d'histoire, de géographie et de géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales au Lycée Dessaignes (Blois).

Meilleurs vœux pour l'année 2015 à tous les lecteurs du Diploweb.com, dans 190 pays du monde ! Voici une synthèse de l'actualité internationale de décembre 2014 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique ou préparent un concours. Pour ne rien manquer, le mieux est de s'abonner à notre compte twitter.com/diploweb.

Tunisie

Béji Caïd Essebi, ancien premier ministre de Ben Ali et candidat de l'alliance laïque Nidaa Tounès, a été élu à la présidence de la République avec plus de 55% des voix exprimées. **Cette élection est très symbolique dans ce pays précurseur des révoltes arabes, elle témoigne d'une transition démocratique inexistante en Libye, en Egypte ou en Syrie.**

La Grèce en pleine crise politique

Les élections présidentielles sont une nouvelle occasion de montrer que la Grèce ne sort pas de la crise, alors que sa dette dépasse les 321 milliards d'euros. Aucun candidat n'obtient les 3/5ème des voix des parlementaires nécessaires au troisième tour (4/5ème de voix au deuxième tour) pour être élu président.

Grèce, dissolution du parlement, élections législatives courant 2015, quel résultat pour le parti de la gauche radicale ?

Antonis Samaras, premier ministre grec, a pourtant proposé un marchandage politique (l'avancée de la date des élections législatives et des postes au gouvernement) pour faire élire Stavros Dimas, le candidat conservateur. Ce résultat entraîne la dissolution du parlement qui amènera des élections législatives courant 2015 qui pourraient être remportées par Siryzas, le parti de la gauche radicale emmené par Alexis Tsipras. L'année 2015 sera celle de nouvelles élections en Grèce.

Taiïwan et la Chine

A Taiïwan, le parti Kuomintang (KMT) qui a œuvré un rapprochement historique avec Pékin vient de subir une sévère défaite électorale, perdant 5 des 6 principales villes de l'île. Elle peut s'expliquer par un mécontentement populaire face à une situation économique décevante, mais aussi par une vraie inquiétude face au rapprochement avec la République populaire de Chine. Un tel rapprochement ne met-il pas en péril l'indépendance de l'île ?

Une élection sans saveur au Japon.

Shinzo Abe est reconduit sans surprise au poste de premier ministre. Cette élection a suscité peu de passion dans l'archipel nippon confronté à l'inefficacité de toutes les politiques économiques. Il demeure désespérément englué dans la déflation. Une élection pour rien se demandent les Japonais ?

En Uruguay, du neuf avec de l'ancien

Les élections présidentielles ont consacré Tabaré Vazquez, ancien président de l'Uruguay entre 2005 et 2010. Il a battu, lors de cette élection, Luis Lacalle Pou lui-même fils d'un précédent président.

A l'Est, du nouveau...

Herman von Rompuy a laissé son poste de président du Conseil européen au polonais Donald Tusk. Après une présidence très feutrée, la nouvelle présidence s'annonce différente. Donald Tusk est très sensible au dossier ukrainien. Il doit aussi continuer les délicates négociations avec Londres tentée par le « Brexit ».

En Moldavie, les élections législatives ont donné une courte avance aux pro-européens face aux pro-russes.

Une Russie perçue comme plus agressive, voilà bien une marque

de 2014.

L'Otan crée une « force intérimaire » capable de se déployer rapidement, en particulier en protection de la Pologne et des pays baltes face à une Russie perçue comme plus agressive. L'Ukraine manifeste, par ailleurs, son désir d'intégrer l'Otan, ce qui serait ressenti comme une agression par Moscou, raison pour laquelle l'Otan n'est pas prête à cet élargissement.

La Russie subit de plein fouet les sanctions économiques occidentales. Elle connaît une forte inflation, et dans son discours sur l'état de la nation, Vladimir Poutine proclame une amnistie pour faire revenir les capitaux. La monnaie russe, le rouble, connaît une forte dépréciation - plus de 50% sur l'année 2014 - du fait de l'affaiblissement de l'économie aggravée par la chute du cours des hydrocarbures (60 \$ le baril de pétrole). L'intervention forte de la banque centrale montre qu'à Moscou on prend très au sérieux une crise qui a une parenté avec celle de 1998...qui a débouché sur une faillite étatique. L'économie russe est attendue en récession pour 2015. Grozny, capitale de la Tchétchénie, a été le théâtre d'une nouvelle flambée de violence - au moment du discours de V. Poutine - qui a fait une vingtaine de morts.

Si les Européens demeurent divisés à propos des sanctions à l'encontre de la Russie, ils s'inquiètent de la crise économique qui affecte leur partenaire et dont rien de bon ne peut sortir. L'Ukraine était déjà au bord de la faillite avant la crise de 2013, elle est soutenue aujourd'hui à bout de bras par Bruxelles... pour combien de temps ? La crise russe provoque en retour la fragilisation des économies des BRIC's déjà en plein ralentissement... une mauvaise nouvelle pour l'économie mondiale. Tout devrait faciliter une dynamique de sortie de crise par la voie politique.

A l'Ouest un renouveau historique

Barack Obama et Raul Castro annonce un rapprochement historique de leur deux pays, depuis la rupture de relations diplomatiques lors de l'affaire de la « baie des cochons » de 1961 et de la crise des fusées de 1962.

Diplomatie vaticane.

Ce sont des négociations menées depuis plus d'un an sous l'égide du Canada et du pape François - que B. Obama a publiquement remercié - qui ont permis une détente des relations traduites par la libération d'un prisonnier américain et

d'environ cinquante prisonniers politiques par La Havane, d'une conversation téléphonique entre les deux chefs de l'exécutif, par la reconnaissance par Washington de l'échec de l'embargo sur Cuba et la reprise de timides relations commerciales. Il reste au Congrès américain de décider - ou non - la levée de l'embargo sur l'île. La fin d'un vestige hérité de la guerre froide, alors que Cuba handicapé par la sévère crise qui affecte son allié vénézuélien se tourne vers la Chine de Xi Jinping qui y investit. En fait, Washington doit faire évoluer ses positions pour que l'Amérique reste « aux Américains », alors que certains pays d'Amérique latine ont mis en balance leur présence au sommet des Amériques d'avril 2015 en cas d'absence de Cuba. « *Todos somos americanos* » a déclaré B. Obama : ce sont tous des Américains...

L'Union européenne toujours au milieu du guet...

Avec un produit intérieur brut de 13 000 milliards d'euros, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, décide, pour relancer l'économie de l'Union, d'un plan d'investissement de ...21 milliards d'euros confié à un Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS). Un manque d'ambition assez inquiétant pour notre avenir. La Commission européenne table sur un investissement global (public et privé) de 315 milliards d'euros, et a reçu 2 000 projets pour une somme d'une valeur supérieure à 1 300 milliards. Parmi ces projets, des programmes de réhabilitation énergétique de bâtiments, des aides à des clusters, des lignes ferroviaires à grande vitesse... des projets dans les domaines de l'innovation, de l'éducation, du numérique, et de l'énergie. La France propose l'extension du port de Calais, un gazoduc val de Saône, des prêts aux entreprises dans la robotique...

... mais elle prend son envol

L'Agence spatiale européenne (ESA) est confrontée à la concurrence de *Space X*, société américaine spécialisée dans le lancement « low cost ». L'année 2014 n'a pas été mauvaise pour Ariane 5, elle a remporté 8 des 13 marchés de l'année. Il lui faut pourtant baisser ses coûts de 5% - du fait de la concurrence - en attendant 2020. A cette date, l'Europe sera dotée d'une Ariane 6. Il s'agit d'une décision aussi porteuse d'avenir que celle de 1985 qui a lancé Ariane 5.

Airbus industrie livre son premier A350, dernier modèle de la firme européenne, à Qatar Airways. Il devrait concurrencer le Boeing 787 et 777 sur les longs courriers, grâce à une consommation de kérosène d'un quart inférieure rendue possible par l'utilisation majoritaire de fibres de carbone dans la construction. 800 appareils ont déjà été commandés, c'est donc d'ores et déjà un succès

européen qui génère déjà plus de 16 000 emplois et peut-être à terme 34 000.

Les Palestiniens demandent la fin de l'occupation israélienne

Revenir aux frontières de 1967 avant la guerre des Six jours avec pour capitale des deux pays Jérusalem ?

Les Palestiniens, soutenus par la Jordanie, proposent au Conseil de sécurité de l'ONU de réfléchir à une résolution pour mettre fin à l'occupation de la Cisjordanie à l'horizon 2017 pour « *une paix globale, juste et durable* » avec Tel-Aviv. Ils proposent de revenir aux frontières de 1967 avant la guerre des Six jours avec pour capitale des deux pays Jérusalem. Ils souhaitent une médiation américaine, alors que Washington ne souhaite ni mettre Tel-Aviv sous pression ni réduire Israël à un Etat juif. Long est le chemin qui reste à parcourir... alors que plusieurs parlements européens ont reconnu l'Etat palestinien.

A Lima, un nouvel accord sur le climat

Les émissions de GES risquent de provoquer une hausse des températures de 3.6 à 4.8°C d'ici la fin du XXIème siècle, ce qui provoquera de nombreux incidents climatiques et l'extinction de nombreuses espèces.

La conférence de Paris de 2015 s'annonce favorablement... au moins dans les intentions.

Si l'Union européenne s'engage à diminuer ses émissions de GES de 40% d'ici 2030, les deux premières économies mondiales s'engagent de réduire d'un quart leurs émissions de GES en 2025 (point de départ les émissions de 2005), ce qui est une vraie avancée. Le Fonds vert pour le climat - alimenté par les pays développés pour aider les pays les plus pauvres à faire face au changement climatique - atteint 10 milliards de \$. La conférence de Paris de 2015 s'annonce favorablement... au moins dans les intentions.

Les Etats-Unis reconnaissent l'usage de la torture

Un rapport au Congrès sur la CIA reconnaît l'usage de la torture par l'agence de renseignement sous la présidence de GW. Bush après les attentats du 11 septembre. Le Royaume Uni demande, auprès de Washington, à connaître

l'implication de ses services que le rapport laisse dans l'ombre. Il est étonnant que Washington reconnaissent publiquement ces actes au risque de ternir son image aux yeux du monde.

La Turquie d'Erdogan s'éloigne de la démocratie

Le président truc a ordonné une vague d'arrestation, 31 personnes sont accusées de participer à un complot terroriste. Des milliers de policiers, militaires, juges et procureurs ont déjà été arrêtés.

La Turquie s'éloigne des critères de Copenhague à respecter pour entrer dans l'Union européenne. Est-elle encore vraiment candidate ?

Un jeune Turc de 16 ans a été arrêté pour insulte au président et risque jusque 4 ans de prison. L'armée - gardienne de la laïcité depuis Kemal Atatürk - a perdu une partie de son pouvoir, au profit de l'exécutif. Les manifestations du parc Gézi ont été sévèrement réprimées, l'attentisme d'Ankara - pour ne pas dire plus - face à Daech, éloigne la Turquie des critères de Copenhague à respecter pour entrer dans l'Union européenne.

Le terrorisme islamique ne désarme pas

Une étude du BBC World Service et du Centre de recherche sur la radicalisation du King's collège montre que les islamistes ont tué plus de 5 000 personnes pour le seul mois de novembre. En Syrie, les jihadistes d'Al-Nostra se sont emparés de deux bases militaires, entraînant la mort de plus de 200 personnes. En Libye les islamistes ont essayé de s'emparer d'infrastructures pétrolières, notamment de Ras Lanouf. Le Pakistan est victime d'une terrible attaque des talibans qui s'en sont pris à une école de Peshawar où sont scolarisés les enfants de militaires qui leur font la guerre dans les zones tribales du Nord : plus de 140 morts dont 131 enfants. Comme Boko Haram, ils font des enfants une cible désignée de leurs attentats. Le Pakistan, et surtout ses services secrets (ISI) seront-ils capables - après avoir a minima été bienveillants envers les talibans - de changer leurs positions envers ses islamistes ? Rien n'est moins sûr...

La Corée du Nord à l'heure du cyber-terrorisme

Le studio *Sony Pictures* devait sortir pour Noël la comédie « *The Interview* » qui

met en scène une opération de la CIA pour éliminer le leader nord-coréen. La Corée du Nord - dernier vestige de la guerre froide - a lancé un cyberattaque sur Sony piratant son système informatique, récupérant des données confidentielles très gênantes, diffusant des emails de la coprésidente de Sony Amy Pascal poussant ainsi la firme à annuler la sortie de son film. Un Waterloo en rase campagne pour Hollywood, et le berceau de l'Internet que Newt Grinch qualifie ainsi « *l'Amérique a perdu sa première cyber-guerre avec la reculade de Sony* ». La décision de Sony de diffuser son film dans quelques salles et sur Internet ne change pas vraiment cette analyse.

Plus aucun secret n'est à l'abri.

Cette affaire est révélatrice à plusieurs titres. Tout d'abord l'indéniable existence d'une « guerre économique » dont les ravages sont loin d'être à négliger (Sony pourrait perdre 500 millions de \$... et sa notoriété), mais aussi l'importance de la cyber-sphère pour les économies des pays développés : plus aucun secret n'est à l'abri. Enfin, cette affaire soulève de nouveau l'épineux problème de la cyber-sécurité déjà mis en lumière lors des révélations d'Edward Snowden. Etre en mesure de protéger notre cyber-sphère - y compris nos smartphones - fait désormais partie intégrante de la protection de nos intérêts vitaux. Les cyber-escroqueries visant les entreprises françaises ont rapportées plus de 300 millions d'euros à leurs auteurs en 2014.

L'Otan se retire de l'Afghanistan



Carte de l'Afghanistan, des peuples entremêlés

Cliquer sur la vignette pour voir la carte en grand format

L'armée afghane sera dès janvier 2015 seule en charge de la protection de son territoire. Ainsi se tourne la page ouverte à l'automne 2001 avec l'intervention

contre Al-Qaida et Ben Laden. Ce dernier a certes été tué, mais les talibans sont aujourd'hui puissants dans un pays qui s'est mué en narco-Etat. En fait, la sécurité de l'Afghanistan - comme celle de l'Irak - tient beaucoup à la bonne volonté de ses voisins. Ici du Pakistan...

Une année 2014 très mouvementée

L'année 2014 s'est révélée très mouvementée et surprenante. Un retour à la conquête de territoire en Crimée comme au Proche-Orient. Les frontières sont moins bien affirmées dans le Sahel, en Afrique du Nord, au Proche-Orient, dans la partie orientale de l'Europe. Les tensions y sont très vives comme en Asie, au large de la Chine. La guerre de cet été - « *bordure protectrice* » entre Tel-Aviv et le Hamas de la bande de Gaza - la continuation de la guerre en Syrie, les affrontements en Libye, l'opération Serval au Mali et Sangaris en Centrafrique nous rappellent le poids de la conflictualité aux portes de l'Union européenne et nous interroge sur la faiblesse de l'Europe de la Défense et la politique de démilitarisation des principaux Etats européens. Les révélations sur le cyber-espionnage ou les cyber-attaques sont des invitations à prendre conscience des risques propres à l'économie du XXIème siècle et de la mise en œuvre d'une réponse adaptée.

Le recrutement de jeunes jihadistes jusque dans les pays européens doit nous interroger sur nos failles internes.

La montée de l'islamisme radical et du jihadisme est une donnée qui appelle une réponse qui peut être ponctuellement militaire mais qui doit être principalement politique et économique pour enraciner la paix et la sécurité. Le recrutement de jeunes jihadistes jusque dans les pays européens doit nous interroger sur nos failles internes. Enfin, la résilience de l'économie américaine dont la croissance du troisième trimestre atteint 5% en rythme annualisé, montre que l'on peut se relever d'une sévère récession. Elle doit inciter l'Europe à croire à son avenir, dont elle possède encore les clés.

Meilleurs vœux pour l'année 2015 à tous les lecteurs d'Actualité internationale. J'espère que cette nouvelle année sera couronnée de succès pour tous ceux qui préparent des concours.

Copyright Décembre 2014-Degans/Diploweb.com

Point d'actualité internationale de janvier 2015

Point d'actualité internationale de novembre 2014

[Retour au Sommaire](#)

